



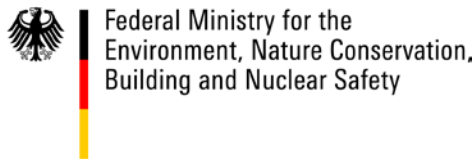
Republic of Botswana



**Sommet sur l'Éléphant d'Afrique
Gaborone, Botswana
du 2 au 4 Décembre 2013**

Compte rendu

Le soutien financier pour le Sommet sur l'éléphant d'Afrique a été fourni par:



Le gouvernement du Botswana et l'UICN souhaite également exprimer la plus profonde reconnaissance aux personnes et institutions suivantes pour leur aide:

- Dans le ministère de l'Environnement de l'eau et du Tourisme et le ministère de la Faune et des Parcs nationaux - – Minister Tshekedi Khama, Permanent Secretary Mr. Neil Fitt, Jimmy Opelo, Pako Nyepi, Rapelang Mojaphoko, Mable Bolele, Caroline Bogale-Jaiyeoba, Mr. Mui, Kebaabetswe Thwala, Gadifele Moaisi, Modumo, Badisa Sekonopo, Abednico Macheme, Phemelo Ramalefo, Dr. Cyril Taolo, Dr. Oldman Koboto, et le reste de leur équipe, y compris les nombreux agents du protocole et des pilotes;
- Dans le gouvernement du Botswana - Ministry of Youth and Culture, Ministry of Foreign Affairs and International Cooperation, Office of the President, Police & Security, Immigration, Botswana Unified Revenue Service;
- Toute l'équipe de l'UICN - Dr. Jane Smart, Aimé Nianogo, Aban Kabraji, Simon Stuart, Richard Jenkins, Dena Cator, Abdalla Shah, Julia Marton-Lefevre, Cecily Nyaga, Martha Bechem, Scott Perkin, Peter Cruickshank, Ewa Magiera, Diane Skinner (Summit Coordinator), Ali Kaka (Summit Co-Leader), and Holly Dublin (Summit Co-Leader);
- Julian Blanc du programme MIKE et Tom Milliken de TRAFFIC - ETIS pour aider à préparer le document d'information et la mise à jour de statut;
- Mr. Moses Mapesa and Ms. Josephine Mayanja-Nkangi pour le soutien à la planification;
- Elephants Without Borders pour leur soutien au dîner de gala;
- Amy Crosbie and Electra Vye de Chain of Events, et leur équipe;
- le personnel et les interprètes du Gaborone International Conference Centre et du Grand Palm Walmont and Metcourt; et
- les artistes (tout au long de l'événement) - SOS Serowe Marimba Band, Mafhitlhakgosi Traditional Dance Group, et Ngwao Lotshwao Traditional Dance Group.

Les organisateurs expriment également leur gratitude à Steve Broad (Rapporteur principal), Richard Jenkins, Peter Cruickshank, Scott Perkin, Martha Bechem, et Nick Ahlers pour leur aide dans la préparation du rapport de la réunion.

Table des matières

| | |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| Contexte | 1 |
| Premier Jour | 1 |
| 1. Bienvenue et présentations | 1 |
| 2. Mise en scène : pourquoi les éléphants sont importants, et pourquoi ce sommet? | 1 |
| 3. Plan d'action sur l'éléphant d'Afrique et le Fonds pour l'Eléphant d'Afrique..... | 2 |
| 4. Défis et enjeux | 3 |
| 5. Plans d'action nationaux sur l'Ivoire de la CITES..... | 3 |
| 6. Examen des mesures d'urgence provisoires | 4 |
| Deuxième jour..... | 4 |
| 7. Inauguration | 4 |
| 8. Faits saillants de la première journée..... | 6 |
| 9. L'examen final des mesures d'urgence..... | 7 |
| 10. Séance ministérielle à huit clos..... | 7 |
| 11. L'adoption formelle de l'engagement du Sommet sur les éléphants d'Afrique et les mesures urgentes d'accompagnement. | 8 |
| Troisième jour..... | 8 |
| 12. Accueil et ouverture..... | 8 |
| 13. La mise en œuvre des mesures d'urgence | 9 |
| 14. Engagements | 11 |
| 15. Résumé et conclusion | 13 |
| Annexes | 14 |
| Annexe I – Agenda | 14 |
| Annexe II – Les mesures d'urgence | 17 |
| Annexe III - Priorités (Session 13) | 22 |
| Annexe IV – Actions (Session 13)..... | 27 |
| Annexe V - Une analyse plus approfondie de la session 13 résultats..... | 41 |
| Annexe VI – Liste des participants..... | 47 |

Contexte

En septembre 2012, le Congrès mondial de la Nature de l'UICN a organisé une réunion de haut niveau sur les éléphants d'Afrique, en réponse à l'évolution du braconnage des éléphants et du commerce illégal de l'ivoire, en notant que la situation nécessitait un engagement de haut niveau des gouvernements et une action multisectorielle qui ne se limite pas à la faune et à l'environnement.

En réponse à cela, le Sommet sur l'éléphant d'Afrique a été co-organisé par le gouvernement du Botswana et l'UICN, et accueilli par le Président de la République du Botswana, Son Excellence le Lieutenant-Général Seretse Khama Ian Khama du 2 au 4 décembre 2014. Les participants aux différentes sessions du Sommet de trois jours comprenaient des délégués de 30 pays impliqués dans ou préoccupés par la chaîne d'approvisionnement de l'ivoire, avec un certain nombre d'organisations inter-gouvernementales et non gouvernementales.

L'objectif global du Sommet était d'obtenir un engagement au plus haut niveau politique et de prendre des mesures urgentes le long de la chaîne de valeur du commerce illégal de l'ivoire afin de protéger efficacement les éléphants et réduire considérablement le commerce illégal de l'ivoire. L'ordre du jour est inclus dans le présent document en [Annexe I](#). Les présentations sont disponibles sur [le site Internet du Sommet](#).

Premier Jour

1. Bienvenue et présentations

L'honorable Tshekedi Khama II, Ministre de l'Environnement, de la Faune et du Tourisme du Botswana a prononcé le discours de bienvenue. Il a observé que c'était la première réunion en dehors de la CITES rassemblant les gouvernements le long de la chaîne du commerce illégal de l'ivoire et aussi la première réunion à se tenir sur le sol africain. Il a souligné la gravité de la situation, en notant qu'on n'avait pas vu ce massacre à grande échelle des éléphants depuis les années 1980; les systèmes de surveillance d'ETIS de la CITES-MIKE et TRAFFIC avaient détecté des flambées spectaculaires dans des activités illégales. Il a souligné le fait que le Sommet sur l'éléphant d'Afrique vise à obtenir un engagement politique au plus haut niveau pour la mise en œuvre des mesures d'urgence.

Mr. Ali Kaka, Directeur régional de l'UICN pour l'Afrique orientale et australe et codirigeant avec le Dr. Holly Dublin du Sommet sur éléphant d'Afrique, a expliqué que ce sommet était une réponse à l'appel à l'action lancé lors du Congrès mondial de l'UICN en 2012, qu'il y a eu de nombreux événements connexes depuis, mais que celui-ci était le premier à se tenir dans l'un des Etats de l'aire de répartition. En tant que tel, le Sommet était une occasion sans précédent pour les gouvernements le long de la chaîne d'approvisionnement de l'ivoire illégal de s'engager sur des mesures urgentes. Mr. Kaka a exprimé sa gratitude aux nombreuses organisations et institutions qui avaient rendu ce sommet possible, y compris : les gouvernements du Botswana, de l'Allemagne, des États-Unis et du Royaume-Uni et la Banque Africaine de développement.

2. Mise en scène : pourquoi les éléphants sont importants, et pourquoi ce sommet?

Le Dr. Holly Dublin, Présidente du Groupe de Spécialistes de l'éléphant d'Afrique de la CSE de l'UICN, en faisant l'examen de la situation du continent pour les éléphants d'Afrique, a décrit comment un accès sans précédent aux données a permis d'acquérir une meilleure compréhension qu'avant sur toute la chaîne de valeur de l'ivoire illégal. Cela était largement dû au travail et l'analyse intégrés de MIKE, d'ETIS et de la base de données sur l'éléphant d'Afrique, gérée par le Groupe de Spécialistes de l'éléphant d'Afrique (GSEAf) de la CSE de l'UICN.

Les données ont montré que, après une période de stabilité relative dans les années 1990, il y avait eu une flambée majeure du commerce illicite de l'ivoire depuis 2009. L'on constate également un

changement dans la dynamique du commerce illégal, par rapport aux nombreuses petites cargaisons vers un nombre croissant de saisies à très grande échelle, ainsi qu'un changement des routes commerciales illégales. Ces tendances indiquent probablement l'implication du crime organisé. Les données indiquent également qu'il y a une forte corrélation entre le braconnage et les niveaux de pauvreté, la mauvaise gouvernance et la demande pour l'ivoire. Une nouvelle modélisation suggère que nous avons probablement franchi un seuil de viabilité à l'échelle continentale en 2010.

Le Dr. Cyril Taolo, Directeur adjoint du Département de la faune et des parcs nationaux au Botswana a donné un aperçu de la situation des éléphants au Botswana. Des études aériennes avaient été réalisées au Botswana d'une manière standardisée depuis 1989. Elles avaient montré que le Botswana avait la plus grande population d'éléphants sur le continent (c. 207 000 éléphants).

Le Dr. Taolo a observé que la plupart des éléphants du Botswana se trouvaient en dehors des zones protégées. Alors qu'il y avait des possibilités pour les communautés locales de tirer des avantages économiques de l'éléphant, il y avait aussi des problèmes d'application de la loi. L'on voit une augmentation des conflits homme-faune car la population nationale des éléphants avait augmenté et élargi son habitat, mettant les éléphants en contact avec les communautés qui n'avaient pas précédemment coexisté avec eux.

Le braconnage n'avait pas été un problème majeur au Botswana pendant très longtemps, mais il semble être en augmentation. En réponse à une question sur la capacité de charge, le Dr. Taolo a noté que le gouvernement du Botswana n'utilisait plus la capacité de charge comme le cadre de gestion, mais mettait plutôt l'accent sur les solutions de gestion localisées. Le plan de gestion récemment révisé sur la gestion de l'Eléphant a été élaboré en consultation avec de nombreux intervenants, et cherchait à mettre en œuvre différentes approches de gestion dans des zones géographiques différentes, afin de maximiser les avantages découlant de la population d'éléphants du pays.

3. Plan d'action sur l'éléphant d'Afrique et le Fonds pour l'Eléphant d'Afrique

Le Dr. Cyril Taolo, représentant du Botswana en tant que l'un des coprésidents du Comité directeur du Fonds pour l'éléphant d'Afrique, a fourni une mise à jour sur l'état du Fonds, qui avait été créé pour soutenir la mise en œuvre du Plan d'action pour l'éléphant d'Afrique. Il a noté que le Fonds était supervisé par un Comité directeur composé de représentants des quatre sous-régions de l'Afrique subsaharienne, la communauté des bailleurs et la CITES et qu'il était abrité par le PNUE et pleinement opérationnel. Un total de 780.000 US \$ avait été reçu à ce jour de la Chine, du Royaume-Uni, des Pays-Bas, de l'Allemagne, de la France et de l'Afrique du Sud.

Le Dr. Taolo a souligné le fait que le Fonds pour l'éléphant d'Afrique était toujours le mécanisme de financement de la conservation des éléphants panafricain le plus viable actuellement disponible. Il a également noté que le Fonds constituait un point de convergence important pour les organisations intergouvernementales, les ONG et les gouvernements pour la mise en œuvre du Plan d'action pour l'éléphant d'Afrique.

Des renseignements supplémentaires sur le Fonds ont été fournis par le PNUE. Onze propositions avaient été approuvées à ce jour, s'adressant à une grande variété de questions, y compris les clôtures des aires protégées, l'atténuation des conflits homme-faune, et la formation des écocardes. Cependant, les demandes pour soutien ont largement dépassé la disponibilité des fonds.

Au cours de la séance de questions et réponses, les intervenants ont noté que le Plan d'action pour l'éléphant d'Afrique avait pris trois ans de préparation et qu'il a été adopté par consensus par tous les Etats de l'aire de répartition en 2010. Les intervenants ont également souligné que le Fond était transparent et responsable et méritait le soutien, à la fois politique et financier, des états de l'aire de répartition et l'ensemble de la communauté internationale.

4. Défis et enjeux

Au cours de cette session, chaque délégation a eu l'occasion de s'exprimer. Parmi les défis et les préoccupations clés identifiés figuraient:

- Les liens croissants entre le commerce illégal de la faune et le crime organisé, notamment le trafic de la drogue et des êtres humains;
- La sophistication croissante de ceux qui sont impliqués dans le braconnage, et l'émergence de nouvelles méthodes de braconnage, comme l'utilisation du poison ce qui constitue une préoccupation particulière car il tue non seulement les éléphants mais aussi de nombreuses autres espèces;
- L'importance de traiter tous les éléments de la chaîne de valeur, y compris la réduction de la demande;
- La nécessité de renforcer les sanctions dissuasives, les efforts de poursuites et les procédures judiciaires. Plusieurs pays ont noté que les patrouilles et l'application de la loi sont relativement efficaces, mais que souvent les poursuites n'aboutissaient pas;
- L'échelle et la gravité croissantes des conflits homme-faune;
- La perte de l'habitat des éléphants à cause de la conversion rapide des terres, et
- La nécessité de renforcer la collaboration régionale et internationale, et d'augmenter les ressources financières et humaines.

En réponse à ces défis, les états de l'aire de répartition ont également signalé une variété de nouvelles stratégies ainsi que de nombreux succès. Ceux-ci comprennent:

- Le développement des plans d'action de l'ivoire nationaux;
- Les révisions de la législation nationale;
- Une collaboration accrue entre les organismes de sécurité aux niveaux national, régional et mondial;
- L'implication des communautés locales accrue, et
- La sensibilisation accrue du public.

En concluant la séance, Mr. Neil Fitt, Secrétaire permanent du Ministère de l'Environnement, de la Faune et du Tourisme a félicité la quantité importante d'actions signalées. Tout en reconnaissant l'importance des ressources suffisantes pour faire face à ces défis, il a insisté sur le fait que le manque de financement ne doit pas être une raison pour l'inaction.

5. Plans d'action nationaux sur l'Ivoire de la CITES

Huit pays dont trois sont des sources, trois sont des pays de transit et deux sont des consommateurs ont été chargés par la 16^{ème} Conférence des Parties à la CITES d'élaborer des plans d'action nationaux sur l'ivoire. Ces plans ont été soumis au Secrétariat de la CITES en mai 2013.

Les huit pays, dont sept étaient présents au Sommet de Gaborone, ont signalé des progrès dans leurs plans d'action nationaux sur l'ivoire qui, dans certains cas, ont été soumis au gouvernement pour approbation. Un certain nombre ont également signalé l'amélioration de la législation et des cadres réglementaires, entraînant soit des révisions des lois existantes ou la création de nouvelles lois. Des progrès considérables ont été signalés sur le renforcement des capacités des autorités, y compris la formation des agents des douanes, des magistrats et des agents de police, ce qui dans certains cas a abouti à une augmentation des saisies d'ivoire illégal et une mise en œuvre des poursuites judiciaires. Une coordination renforcée et une collaboration avec les organismes nationaux et internationaux aux postes frontaliers étaient en cours. Une amélioration de la coopération nationale inter-agence a été réalisée dans plusieurs états, avec des résultats y compris un meilleur échange de renseignements et dans certains cas, un déploiement commun dans les sites clés, tels que les postes frontaliers. Cela était appuyé dans certains états par une injection de nouvelles ressources pour l'application de la loi, telles

que les équipes ayant des chiens renifleurs, des armes pour les autorités de contrôle et de nouveaux membres du personnel.

Les campagnes de sensibilisation du public sur les conséquences du commerce illicite de l'ivoire ont été entreprises à la fois dans les états de l'aire de répartition et dans les pays consommateurs. Un redoublement d'efforts pour obtenir des informations sur les populations d'éléphants sauvages a donné lieu à des recensements aériens réalisés sur les sites clés. Des études sur les détaillants d'ivoire, les utilisateurs et les usines de sculpture reconnus ont été réalisées dans certains pays consommateurs. Plusieurs états ont indiqué que les actions liées à la gestion et la sécurité des stocks d'ivoire nationaux étaient en cours.

L'insuffisance des ressources humaines, des ressources financières, du matériel militaire et de la technologie d'investigation ont été identifiées comme étant des principaux obstacles à la mise en œuvre effective.

6. Examen des mesures d'urgence provisoires

Les mesures d'urgence provisoires, qui avaient fait l'objet de consultations et d'élaboration dans la perspective du Sommet, ont été examinées par les délégués. Le gouvernement du Botswana et l'UICN ont souligné le fait que les mesures ont été conçues comme une déclaration d'engagement à l'action et non pas un accord juridique contraignant. Les commentaires et les suggestions ont été reçus sur le préambule et notés par le secrétariat de la réunion pour inclusion dans le document révisé. Chacune des neuf mesures d'urgence originales et quatre nouvelles mesures d'urgence ont été examinées tour à tour. Toutes ont été retenues, sous réserve de modification détaillée, et une mesure supplémentaire a été proposée pour examen. Une nouvelle série de mesures d'urgence a été préparée pour discussion le 3 décembre.

Deuxième jour

7. Inauguration

Allocution de bienvenue par son Excellence le Ministre de l'environnement, de la faune et du tourisme du Botswana

La séance du matin a commencé par une allocution de bienvenue du ministre de l'Environnement, de la Faune et du Tourisme. Le Sommet sur l'éléphant d'Afrique était la seule réunion sur l'éléphant, en dehors du contexte des Nations Unies, à avoir des représentants de toute la chaîne de valeur de l'ivoire illégal. En résumant les débats de la première journée, le ministre a souligné le fait que, en plus de la mauvaise gouvernance, la pauvreté et la demande croissante, la cupidité humaine était aussi un moteur du braconnage des éléphants.

Allocution de son excellence le Ministre Kitso Mokaila, Ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau

Le Ministre des Mines, de l'Energie et de l'Eau a remercié le Ministre de l'Environnement, de la Faune et du Tourisme de lui avoir donné l'occasion de faire une brève déclaration. Bien qu'un film récent ait dépeint l'approche du Botswana sur l'extraction du gaz comme étant écologiquement irresponsable, le Ministre a rappelé aux délégués que le Botswana avait un bilan exemplaire sur la protection de l'environnement et que tout comme les écosystèmes sains consolidaient l'humanité, la protection de l'écosystème était un élément clé du développement économique du Botswana. Le gouvernement du Botswana a décidé qu'il devrait y avoir un débat sur la fracturation hydraulique mais estime que ceci doit être mené de façon responsable. Même si le gouvernement avait émis 88 permis pour la prospection du gaz de roche mère, il n'y avait pas actuellement d'exploitation commerciale de

ce produit. Le gouvernement du Botswana reste attaché à l'extraction des minéraux et du gaz de manière durable et respectueuse de l'environnement.

Déclaration du Directeur général de l'UICN

Mme Julia Marton-Lefèvre, Directrice générale de l'UICN, a remercié le Botswana d'avoir accueilli le Sommet et pour son engagement à la conservation des éléphants. Elle a noté que le personnel de l'UICN et les membres de sa Commission sur la Survie des espèces avaient trouvé un partenaire solide dans le gouvernement du Botswana. Elle a rappelé aux délégués la vision et la mission de l'UICN et sa pertinence à la conservation de l'éléphant d'Afrique.

Elle a aussi remercié TRAFFIC et la CITES pour leurs contributions techniques au Sommet ainsi que les bailleurs de fonds: les gouvernements du Royaume-Uni (Département de l'Environnement, de l'Alimentation et des Affaires rurales), l'Allemagne (Ministère fédéral de l'Environnement, de la Conservation de la Nature et de la Sécurité nucléaire); les Etats-Unis d'Amérique (Agence des Etats-Unis pour le Développement international) et la Banque Africaine de Développement.

La Directrice générale (DG) a rappelé aux délégués que le Sommet sur l'éléphant d'Afrique était le résultat d'une résolution du Congrès mondial de la nature organisé en République de Corée en 2012. Lors de la même séance, l'UICN a également adopté une résolution sur l'utilisation des sources de combustibles fossiles non conventionnels, ce qui encourageait l'utilisation de l'approche de précaution.

La DG a noté que les moteurs du commerce illégal des espèces sauvages - la pauvreté, la demande pour l'ivoire et d'autres produits, et la corruption – peuvent laisser quelques états africains sans éléphants si la crise actuelle se poursuit. Les êtres humains, bien sûr, étaient la source du problème, mais aussi tenaient la clé de la solution. La DG a souligné l'importance du renforcement de l'application de la loi le long de la chaîne de valeur et la lutte contre le crime organisé, l'arrestation des criminels et des amendes élevées, y compris la saisie des avoirs. Ces mesures doivent être soutenues par un leadership politique fort.

Le directeur général pensait que les éléphants symbolisent ce à quoi beaucoup de gens donnent le plus de valeur dans le monde naturel et leur avenir était une mise à l'épreuve pour la société. Elle considérait le Sommet comme une étape cruciale dans notre effort collectif pour établir de solides alliances internationales.

Allocution de Son Excellence, le Dr. Guy Scott, vice-président de la Zambie

Son Excellence, le Dr Guy Scott, a noté que sa participation à ce sommet était suite à la demande du Président de la Zambie ce qui était une indication de l'importance que le Président attachait à la conservation des éléphants.

Le Dr. Scott a informé le Sommet que les recensements aériens effectués en 2008 et en 2011 avaient indiqué que la population des éléphants de la Zambie augmentait et qu'on attendait les résultats du recensement de 2013. Le gouvernement zambien a récemment mis en place un moratoire sur la chasse à l'éléphant.

Le Dr. Scott a salué l'initiative du président Obama pour élaborer une stratégie de lutte contre le trafic des espèces sauvages, mais il a exhorté les États-Unis à s'engager plus étroitement avec les états africains. Le Dr. Scott a également souligné l'importance d'harmoniser les efforts de conservation par des initiatives régionales telles que la zone de conservation transfrontalière Kavango - Zambèze, et par d'autres instruments régionaux tels que le Groupe de travail sur l'Accord de Lusaka.

En terminant, le Dr. Scott a félicité Son Excellence le Président du Botswana d'avoir accueilli le Sommet sur l'éléphant d'Afrique. Il a noté qu'il était particulièrement encouragé de voir les pays

consommateurs participer au Sommet, et les a exhortés à élaborer des stratégies pour réduire la demande pour l'ivoire illicite.

Discours de Son Excellence, le Lieutenant Général Seretse Khama Ian Khama, Président du Botswana

Son Excellence, le Président a souhaité la bienvenue à tous les délégués au Botswana. Il a fait observer que le Sommet sur l'éléphant d'Afrique était la toute première réunion portant sur la dynamique du commerce de l'ivoire illégal tout au long de la chaîne de valeur et représentait une occasion sans précédent de se concentrer sur les défis et les opportunités auxquels nous sommes tous confrontés.

Le Président a noté un consensus croissant sur l'état périlleux de la planète et le fait que la santé et le bien-être des êtres humains étaient menacés à la fois maintenant et dans l'avenir. La nécessité pour les gens avant-gardistes qui pourraient développer et mettre en œuvre des solutions créatives n'avait jamais été aussi grande.

Le Président a attiré l'attention sur le grand potentiel de l'utilisation durable du capital naturel de l'Afrique, y compris la faune. Cependant, il a également fait remarquer que - à moins que ces ressources de grande valeur soient protégées et gérées - très peu de gens profiteraient de leur exploitation. Ceux qui se livrent à des activités illégales prospéreraient, mais ceux qui vivaient à proximité de la faune subiraient des coûts d'opportunité. A cet égard, le Président a noté que le commerce illégal des espèces sauvages était un problème international mené par des personnes qui n'ont jamais vécu en étroite proximité avec les ressources qu'elles exploitaient.

Le Président pensait que les ressources humaines et naturelles de l'Afrique avaient été pillées pendant des générations par les autres continents et que le commerce illégal des espèces sauvages était une continuation de cette tendance. Comme le commerce illégal des espèces sauvages était de plus en plus contrôlé par le crime organisé, il faudrait que les agences environnementales collaborent avec de nombreuses autres sections du gouvernement, parce que l'ampleur du problème était telle qu'elle ne pouvait pas être abordée par les agences environnementales seules.

Le Président a déclaré que le Botswana était fier d'abriter une population d'éléphants en bonne santé, tout en reconnaissant qu'il existait des défis liés à la gestion des impacts de cette population à la fois sur l'environnement et sur les communautés locales. Le prélèvement illégal n'était pas encore un problème grave, mais cela pourrait changer très rapidement. Pour la première fois, un article spécial a été inclus pour la lutte anti-braconnage dans le budget annuel. En 2014, le Botswana introduirait une interdiction totale de la chasse.

Le Président a fait observer que le plan d'action pour l'éléphant d'Afrique fournissait un bon cadre pour des actions de conservation. De nombreuses étapes importantes avaient déjà été franchies, mais une réponse adéquate n'avait pas encore été mise au point. Le Président a noté que nous détenions la responsabilité collective pour la conservation de l'éléphant d'Afrique et les générations futures condamneraient notre réticence à agir. Il a attiré l'attention sur les mesures urgentes provisoires et a exhorté les délégués à les adopter. En conclusion, il a souligné le fait que c'était le moment pour l'Afrique et l'Asie d'unir leurs forces pour protéger cette espèce universellement appréciée.

8. Faits saillants de la première journée

Discours de son excellence le Ministre de l'Environnement, de la Faune et du Tourisme du Botswana

Le ministre a commencé par mettre en évidence quelques points clés du discours du Président et il a souligné la nécessité d'être créatif et sortir des sentiers battus. Le Président avait également souligné l'importance de l'utilisation durable du capital naturel pour le bénéfice de la nation. Le Président avait

fait une comparaison frappante entre le braconnage actuel des éléphants et l'exploitation de l'Afrique pour d'autres ressources telles que les personnes et les minéraux.

Les informations présentées au sommet ont clarifié le fait que l'éléphant d'Afrique était hautement menacé, avec l'abattage illégal des éléphants et les saisies de cargaisons importantes d'ivoire au plus haut niveau depuis le début de la prise systématique de relevés. Cela était un problème majeur pour les pays africains et les délégués à ce sommet devaient s'assurer que son message et ses résultats parviennent jusqu'à leurs chefs d'Etat.

Le ministre a dit craindre que la préférence pour la discussion entrave les progrès et il a appelé d'autres nations à agir rapidement et faire rapport dans les délais plus courts qu'actuellement prévus. Il a également souligné que le Plan d'action sur l'éléphant d'Afrique était un document unificateur pour l'ensemble du continent. Les mesures d'urgence en discussion étaient le résultat d'une résolution du Congrès Mondial de l'UICN sur la Conservation et nécessitait l'intervention et le soutien des chefs d'Etat pour les mettre en œuvre avec succès.

Le manque de financement externe n'était pas une raison pour ne pas agir. Les pays africains pourraient faire des progrès considérables grâce à la coopération et le partage des informations, de l'expérience, du renseignement et la formation. Ce dialogue ne doit pas se limiter à des réunions formelles. Le Botswana était prêt à soutenir d'autres pays pour protéger les éléphants, ainsi que d'autres espèces menacées. Le Botswana interdira la chasse à partir de janvier 2014 et fera une analyse de la situation globale de ses populations d'animaux sauvages.

Un message fort a été exprimé sur le soutien des bailleurs de fonds ; l'Afrique ne doit pas attendre l'aumône avant de prendre des mesures pour arrêter le braconnage des éléphants. Les Etats devraient ajuster leurs propres budgets pour prendre en compte des ressources de la faune nationale et, si possible, fournir un leadership pour permettre aux bailleurs de répondre avec leur soutien financier.

Les conflits humains ont été mentionnés comme étant la cause de nombreux problèmes en Afrique et le Ministre a suggéré que les ressources militaires devraient être utilisées plus efficacement pour protéger le capital naturel. Le Ministre a rappelé aux délégués que la population d'éléphants du Botswana était migratrice, et dans les circonstances normales, les états voisins partageaient de nombreux animaux. Des opportunités existent pour les Etats de l'aire de répartition de s'unir dans l'action et non pas seulement par les mots, afin d'améliorer la conservation de l'éléphant.

L'action et les partenariats entre les Etats de l'aire de répartition, et d'autres pays, surtout les pays de transit de l'ivoire et les pays consommateurs étaient la clé pour résoudre la crise du braconnage des éléphants.

9. L'examen final des mesures d'urgence

Le président de la séance, le Secrétaire permanent du Ministère de l'environnement, de la Faune et du tourisme du Botswana, a guidé les participants dans la version finale des mesures urgentes. D'importantes zones de débat concernaient le libellé détaillé du préambule, le texte relatif à la coopération régionale, l'élimination des stocks et la réduction de la demande, et une nouvelle mesure (numéro 14) sur la médecine légale. Dans tous les cas, on a atteint un consensus par la discussion et une version finale convenue du document sur les mesures a été approuvée et transmise à la session ministérielle.

10. Séance ministérielle à huis clos

Une séance à huis clos des ministres et leurs représentants a été l'occasion de faire des commentaires et d'avoir un débat sur les questions liées à l'adoption et la mise en œuvre des mesures d'urgence. Les principaux points de discussion comprenaient les ressources, les mécanismes de coopération et les

avantages d'un effort plus cohérent et concerté par les états le long de la chaîne de valeur de l'ivoire de la source jusqu'au marché.

11. L'adoption formelle de l'engagement du Sommet sur les éléphants d'Afrique et les mesures urgentes d'accompagnement.

La version finale des mesures d'urgence (disponible en [annexe II](#)) a été adoptée à l'unanimité par les participants à la réunion. Les Etats et les organisations intergouvernementales ont été invités à confirmer l'accord par la signature lors de la réunion ou par correspondance avant la fin de 2013. Il a été confirmé que le processus de signature complémentaire pourrait être ouvert aux ONG qui souhaitent confirmer leur soutien à la mise en œuvre des mesures d'urgence.

Troisième jour

Au troisième jour de la réunion, les participants gouvernementaux et des organisations intergouvernementales ont été rejoints par un certain nombre de représentants des ONG, pour discuter des engagements à la mise en œuvre des mesures d'urgence adoptées.

12. Accueil et ouverture

Allocution d'ouverture par son excellence le Ministre de l'Environnement, de la Faune et du Tourisme

Son excellence le Ministre a ouvert le troisième jour du Sommet et a accueilli les représentants des organisations non-gouvernementales qui se joignaient à la réunion pour la première fois. Il a attiré l'attention sur les résultats obtenus au cours des journées précédentes, notamment l'adoption unanime des mesures urgentes. Le ministre a lancé un appel pour des réponses imaginatives, souples et globales au commerce illégal de l'ivoire. Il a noté que la bureaucratie et le fait d'ignorer les réalités ne pouvaient constituer les bons modèles. Il a exhorté les délégués à abandonner leurs politiques et positions organisationnelles, et à mettre en avant la conservation de l'éléphant d'Afrique. Il a souligné la nécessité d'une collaboration et l'importance de trouver un terrain d'entente. Il a également reconnu que la situation dans chaque état de l'aire de répartition était différente et que ces différences devaient être prises en compte lors de l'élaboration des approches et des solutions.

Ambassadeur de la Jeunesse du Botswana

L'Ambassadeur de la jeunesse du Botswana, Mme Batisani Batsei, étudiante de 3^{ème} année en licence de l'éducation à l'Université du Botswana, a donné un résumé éloquent et émouvant de ses expériences du Sommet. Elle a souligné les nombreux points qu'elle avait appris du Sommet, y compris: le potentiel des éléphants à générer des avantages économiques, les menaces posées par le commerce illégal de l'ivoire, et les mesures que les gouvernements prenaient pour renforcer la conservation et la mise en application de la loi. Elle a noté que, « Si nous tuons les éléphants, nous tuons l'économie du pays ».

La jeune femme a attiré l'attention des participants en particulier sur l'importance de la mesure d'urgence concernant la sensibilisation. Elle a également exprimé sa déception que le potentiel de la jeunesse de contribuer à cette mesure n'avait pas été pleinement reconnu. Elle a demandé que des mesures actives soient prises pour engager les jeunes à un stade précoce, par exemple en intégrant des thèmes liés à la conservation des éléphants dans les programmes d'enseignement, à partir du niveau de l'école primaire. «Les jeunes doivent comprendre que les éléphants sont les nôtres et qu'ils apportent de nombreux avantages, il nous faut donc les préserver d'une génération à l'autre» a-t-elle affirmé.

Elle a également attiré l'attention sur l'énorme potentiel de la sensibilisation à travers des activités

telles que le théâtre, la danse et la poésie. Elle a demandé que - lorsque les budgets sont établis - des fonds soient alloués aux jeunes afin qu'ils réalisent ces types d'activités.

Elle a conclu sa présentation en lisant un poème puissant, « Le Cri du silencieux ».

Ambassadeur de la Jeunesse de la République populaire de la Chine

Mr. Yufang Gao, ambassadeur de la jeunesse de Chine et candidat de Maîtrise en sciences de l'environnement à l'Université de Yale, a parlé de ses recherches sur les processus sociaux impliqués dans le commerce de l'ivoire. Il a noté que l'accent est souvent mis sur comment l'on peut travailler ensemble pour la conservation des éléphants. Cependant, il y avait des individus, des groupes, des institutions, des Etats et des acteurs différents concernés, tous ayant de nombreux objectifs et des intérêts différents. Certains intervenants soulignent la valeur intrinsèque des éléphants, tandis que d'autres insistent sur la valeur économique (tourisme, ivoire). D'autres encore accordent une importance au patrimoine culturel immatériel. Il a fait valoir que le but ultime était d'assurer une population d'éléphants durable dans la nature, car cela répond à tous les intérêts.

Mr. Yufang avait interrogé les populations locales et les ressortissants chinois au Kenya, ainsi que les commerçants d'ivoire et les sculpteurs, les responsables gouvernementaux et les défenseurs de l'environnement à Hong Kong et en Chine. Ses premiers résultats ont indiqué que chaque groupe de parties prenantes considérait la situation différemment. Par exemple, aux Etats-Unis, on disait que les Chinois de la classe moyenne désiraient vivement acheter l'ivoire, que les usines de sculpture d'ivoire appartenaient au gouvernement, et que beaucoup de Chinois ne savaient pas que l'ivoire provenait des éléphants morts. En revanche, en Chine on disait qu'il y avait tant d'éléphants en Afrique qu'ils causaient la dégradation de l'environnement et les conflits homme-faune. On affirmait aussi que la perte de l'habitat était une menace plus importante pour la survie de l'éléphant que le commerce. Mr. Yufang a observé que ces revendications étaient largement répandues par exemple à travers les médias sociaux, renforçant les croyances des gens.

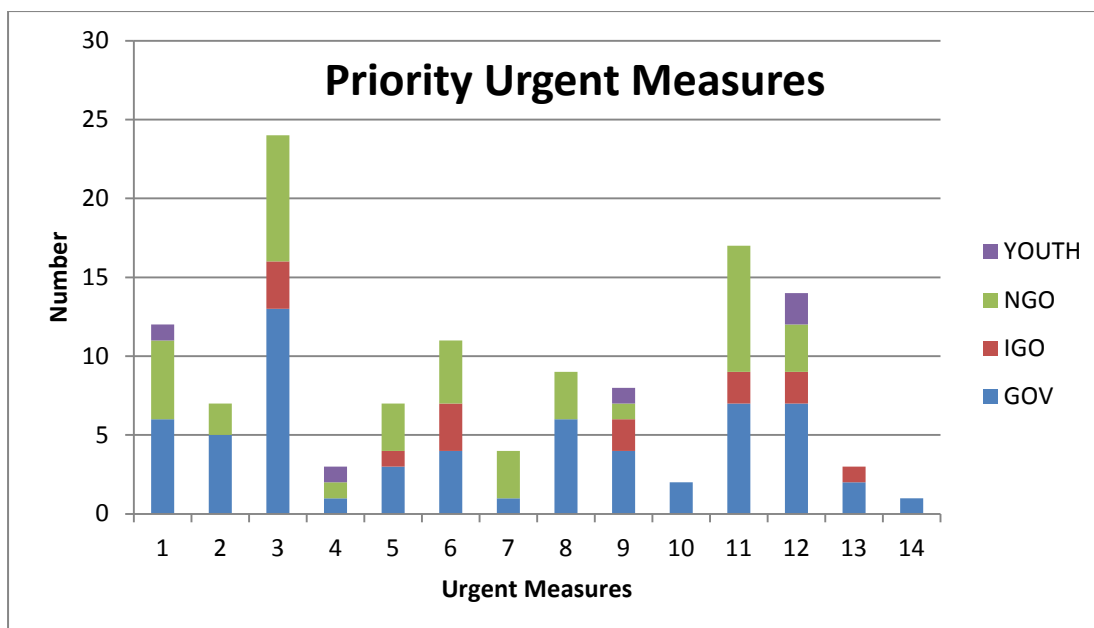
Mr. Yufang a noté que c'était difficile d'atteindre un but commun lorsque les perspectives des parties prenantes étaient très différentes et tellement enracinées. La solution se trouverait dans: la production des connaissances crédibles; l'intégration de divers points de vue, la recherche d'un consensus sur une définition du problème qui convient à de larges intérêts et l'établissement des processus de prise de décision qui clarifient et sécurisent les intérêts communs. Il a noté que si le problème était défini de façon étroite comme une question de l'offre et de la demande, il serait difficile d'engager une large gamme de parties prenantes et de créer un nouvel ordre de responsabilité et d'action. Mr. Yufang a également souligné la nécessité d'un leadership et des approches multidisciplinaires afin d'associer des contributions à la fois des sciences naturelles et sociales. Il a conclu en notant que les mesures d'urgence étaient une occasion importante et qu'elles devaient être abordées d'une manière souple, participative, contextuelle et ouverte.

13. La mise en œuvre des mesures d'urgence

Le Dr. Simon Stuart, Président de la Commission de la Survie des espèces de l'UICN, a convoqué une séance de travail sur la mise en œuvre des mesures d'urgence. Après une présentation sommaire pour ceux qui n'avaient pas participé aux deux premiers jours de la réunion, tous les participants ont été invités à participer à une session d'examen pour examiner les actions en cours et les besoins prioritaires relatifs à chacune des mesures urgentes. Les réponses détaillées, ainsi que les notes sont disponibles dans [l'annexe III](#).

Les priorités

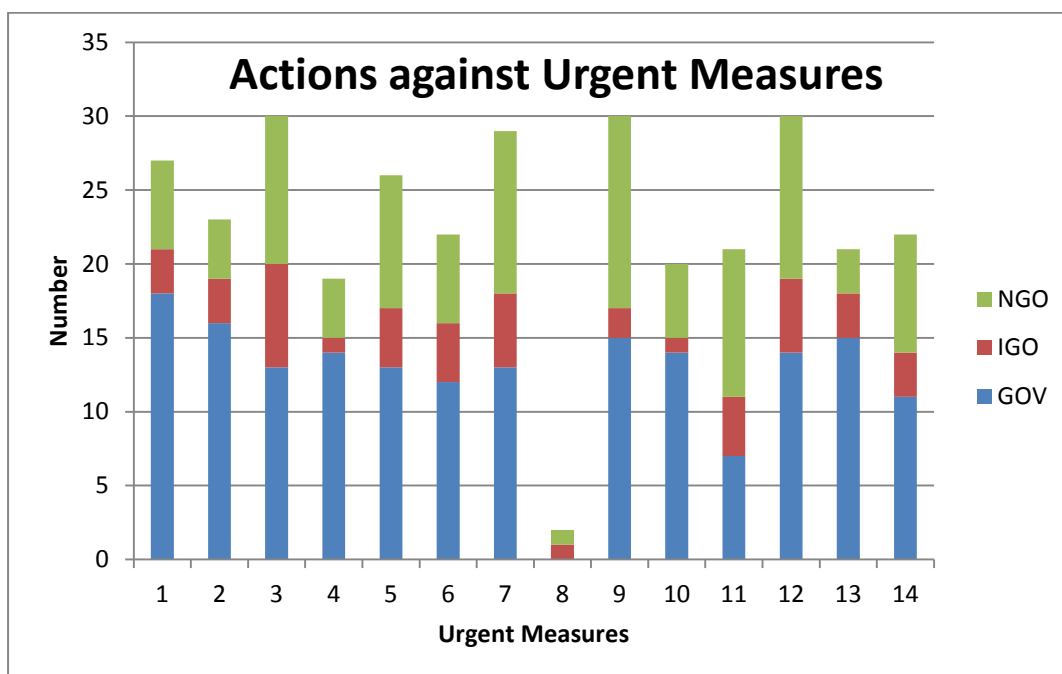
On a demandé à chaque délégation d'identifier leurs trois premières priorités parmi les 14 mesures urgentes. Les réponses sont mises en évidence ci-dessous.



Les mesures urgentes 3 (application de la loi), 11 (réduction du commerce illicite), 12 (engagement communautaire), et 1 (peines dissuasives pour les crimes de la faune) ont été identifiées comme étant des priorités très élevées.

Actions

On a demandé à chaque délégation d'identifier les activités qu'ils avaient actuellement en cours contre une ou toutes les mesures urgentes.



Les intervenants ont démontré que la plupart des mesures urgentes étaient déjà en cours grâce à leur action individuelle ou collective. La mesure d'urgence 8 (mobilisation des ressources techniques et financières) était la lacune la plus dramatique, quelque chose qui a été reflété dans les discussions tout au long du Sommet. Les réponses détaillées sont disponibles à [l'annexe IV](#). D'autres analyses sont disponibles à [l'annexe V](#).

14. Engagements

Plusieurs institutions ont fait des présentations et des interventions décrivant leurs activités destinées à soutenir les mesures urgentes convenues.

La Banque mondiale

Mme Magda Lovei a fait un exposé sur les efforts de la Banque mondiale pour lutter contre le commerce illégal des espèces sauvages. La priorité de la Banque mondiale sur l'élimination de la pauvreté et la stimulation de la prospérité partagée repose sur de solides partenariats avec les pays de l'aire de répartition, les pays de transit et les pays consommateurs, ainsi que de larges programmes d'expertise intersectorielle et de prêt.

La Banque mondiale fournit un appui continu dans quatre domaines d'intérêt principaux: les études et les conseils de politique générale, les investissements dans la conservation, l'intégration de la conservation de la biodiversité, et les partenariats, par exemple, le Consortium international de lutte contre la criminalité de la faune (ICWC). Mme Lovei a observé que la Banque mondiale vise à adopter une approche plus régionale et globale sur les questions de la faune. Par exemple, elle a participé à un projet de taille moyenne du FEM appelé, « Lutte contre le braconnage et le commerce illégal de la faune en Afrique ». Ce projet de 2 millions de dollars sur 18 mois, permettra de financer les travaux sur l'exposition des flux financiers et les intermédiaires impliqués dans le braconnage et le commerce de l'ivoire. La Banque mondiale planifiait également d'intégrer les mesures de prévention, de surveillance et d'application de la loi dans les programmes de facilitation du commerce et de gouvernance.

La Commission Européenne

Mr. Timo Makela a félicité le Sommet pour la participation des pays de l'aire de répartition, les pays de transit et de consommation. Le 3 décembre 2013, la Commission européenne a approuvé l'attribution de 12 millions d'euros à la lutte contre le braconnage. Le financement serait axé sur l'application de la loi et serait utilisé pour des activités telles que les interventions d'urgence, l'échange d'informations du renseignement, le soutien direct des opérations anti-braconnage et le renforcement des capacités. Il a noté que la Commission européenne préparait un document de politique pour l'Union européenne, visant à identifier les mesures supplémentaires pour lutter contre la chaîne d'approvisionnement et déterminer s'il y fallait poursuivre la mobilisation des ressources.

Gouvernement d'Allemagne

Mr. Frank Barsch a observé que l'Allemagne avait adopté une approche multi-agences impliquant le Ministère Allemand Chargé de l'environnement (BMU), les Affaires étrangères, les Finances et l'Intérieur, et d'autres autorités gouvernementales, comme l'Agence Fédérale pour la Conservation de la Nature (BfN). Il a décrit un projet en cours appelé: « Détermination de l'âge et de la provenance de l'ivoire d'éléphant comme un outil pour améliorer l'application de la loi », impliquant deux universités allemandes et WWF.

Il a noté que l'Allemagne soutenait le Fonds pour l'éléphant d'Afrique, à la fois comme un bailleur et un membre du Comité directeur, et il a annoncé l'engagement d'un montant supplémentaire de 50.000 \$ US pour le Fonds.

Mr. Christian Glass a noté que la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité est une priorité de la coopération au développement allemande. 500 millions d'euros ont été alloués chaque année pour la protection des forêts et d'autres écosystèmes à travers le monde. Le soutien de l'Allemagne pour les aires protégées d'Afrique est axé sur la gouvernance et les aires transfrontalières. On accorde la priorité aux projets qui fournissent des avantages communautaires. Les activités actuelles

comprennent: la formation des écogardes, le soutien à l'élaboration des plans de sécurité pour Serengeti et Selous, et la mise en œuvre d'un recensement des éléphants dans Selous.

Mr. Glass a souligné le fait que l'Allemagne considérait le braconnage non seulement comme un problème environnemental ou un problème de développement, mais aussi comme une menace pour la sécurité régionale. A cet égard, l'Allemagne cherchait à réduire le trafic et la demande illicite. Elle soutenait les autorités anti-braconnage dans plusieurs pays partenaires et promouvait une meilleure coopération transfrontalière. Elle soutient également les journalistes des pays consommateurs à visiter l'Afrique et à rendre compte sur le terrain, comme un moyen de sensibilisation.

Banque Africaine de Développement

Mr. Mateus Magala a souligné l'engagement de la Banque Africaine de Développement au Sommet sur l'éléphant d'Afrique et a décrit les différentes façons dans lesquelles la Banque Africaine de Développement pourrait aider à la mise en œuvre des mesures d'urgence, dans le cadre de leur stratégie décennale récemment lancée. Il a annoncé le lancement d'un nouveau centre pour la gestion des ressources naturelles qui centraliserait leurs travaux sur les ressources environnementales et naturelles de l'Afrique. Il a noté que la Banque Africaine de Développement avait déjà financé le travail du projet sur les éléphants d'Afrique en Afrique centrale, et les Ministres africains des finances s'étaient engagés à la Déclaration de Marrakech en mai 2013.

Programme des Nations Unies pour le Développement

Mme Alice Ruhweza a décrit le travail du PNUD dans le déclenchement du financement de l'environnement à travers l'Afrique, en vue de renforcer les aires protégées, améliorer la biodiversité et gérer les écosystèmes pour l'atténuation du changement climatique. Le PNUD travaille surtout sur la gestion et l'application de la loi dans les aires protégées le long de la chaîne d'approvisionnement.

USAID: Projet sur le Trafic de la Faune, Réponse, Evaluation et Etablissement des Priorités (W-TRAPS)

Mr. Nick Ahlers a présenté le projet W-TRAPS, une collaboration entre l'USAID, TRAFFIC et l'UICN. Le projet de trois ans est axé sur une meilleure compréhension de la nature et l'ampleur de la réponse internationale nécessaire pour lutter contre le commerce illégal des espèces sauvages. Mr. Ahlers a noté que le projet W-TRAPS était le plus étroitement lié aux mesures urgentes 3, 6, 7 et 14.

Les Pays-Bas

Mme Jenniskens a félicité le sommet pour son niveau d'inspiration et d'enthousiasme, et a décrit la responsabilité partagée de toutes les nations pour conserver les éléphants. Mme Jenniskens a plaidé pour une action rapide après l'adoption des mesures d'urgence et elle a annoncé un engagement de 130.000 euros vers le Fonds pour l'éléphant d'Afrique.

Fonds pour l'éléphant d'Afrique

Mr. Taolo du gouvernement du Botswana a transmis plusieurs messages résultant d'une réunion parallèle du Comité directeur du Fonds pour l'éléphant d'Afrique. Il a remercié les engagements pris par l'Allemagne et les Pays-Bas et a lancé un appel pour d'autres contributions au Fonds. Il a encouragé les collègues d'Afrique centrale et occidentale à soumettre au Fonds des propositions pour les travaux et il a noté que les priorités immédiates de l'administration du Fonds comprenaient la mise en œuvre d'une stratégie de communication et la finalisation d'un budget indicatif de 10 ans.

Les Eléphants sans frontières

Le Dr. Mike Chase a commencé par observer la responsabilité morale collective de conserver l'éléphant. Il a décrit ses recherches qui ont révélé les habitudes de déplacement des éléphants au Botswana, dont certains couvrent 800 kilomètres en traversant 5 pays. Le Dr. Chase a expliqué que, même si les éléphants avaient commencé à recoloniser d'anciens habitats, ces dernières années ont vu une retraite vers des zones plus sûres, car les pressions du braconnage augmentaient.

Le Dr. Chase a annoncé une initiative de 7 millions USD de Mr. Paul G. Allen pour compter les éléphants d'Afrique en 2014, afin de fournir des informations précises aux décideurs.

15. Résumé et conclusion

L'honorable Tshekedi Khama II, Ministre de l'Environnement, de la Faune et du Tourisme du Botswana a décrit comment il était fier du Botswana d'avoir accueilli le Sommet sur l'éléphant d'Afrique. Il a insisté sur la nécessité d'agir, et a poussé un cri de ralliement pour que cet événement soit l'événement déterminant pour le monde de se réunir et faire une différence pour l'éléphant d'Afrique. Le ministre a remercié l'UICN et a félicité tous les Etats d'avoir approuvé les 14 mesures urgentes avant la fermeture officielle du Sommet.

Annexes

Annexe I – Agenda

Sommet des Éléphants d'Afrique 2-4 Décembre 2013 Programme

Jour 1 – Lundi 2 Décembre 2013

Objectif:

- **Discuter les mesures d'urgences proposées et l'Engagement du Sommet des Éléphants d'Afrique.**

Récapitulatif:

- Nouvelles sur l'état des éléphants d'Afrique, le braconnage et le commerce illégal d'ivoire.
- Mettre au courant par les délégués
- Révision des mesures d'urgences proposées

Participants :

- Ministres et autres représentants du gouvernement.
- Observateurs officiels (organisations intergouvernementales, institutions financières multilatérales, communautés économiques, sur invitation)
- Experts techniques
- Les ambassadeurs de la jeunesse

| Heure | Agenda |
|--------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 0730 - 0830 | Inscription |
| 0830 - 0930 | Session 1 : Bienvenue et Introductions |
| | Discours d'ouverture donné par - Le gouvernement du Botswana - l'UICN |
| 0930 - 1030 | Session 2: Mise en contexte: pourquoi les éléphants sont-ils importants, et pourquoi ce Sommet? |
| | Discours liminaire : - La situation au niveau mondial (UICN) - La situation au Botswana (Gouvernement du Botswana) |
| 1030 - 1100 | Pause-Café |
| 1100 - 1130 | Session 3: Plan d'Action pour l'Eléphant d'Afrique et le Fond pour Eléphant d'Afrique (African Elephant Fund) |
| | Présentation: Comité de direction du Fond pour Eléphant d'Afrique |
| 1130 - 1300 | Session 4 : Défis et les Opportunités |
| | Toutes les délégations (gouvernements ainsi qu'observateurs) auront l'occasion de faire une intervention rapide (2 minutes) décrivant certains des succès obtenus et/ou les défis dans la lutte contre le braconnage des éléphants et le commerce illégal de l'ivoire. |
| 1300 - 1400 | Déjeuner |
| 1400 - 1430 | Session 5 : CITES Plans d'Action Nationaux de l'ivoire |
| | Possibilité pour les pays qui ont soumis un plan d'action national d'ivoire de fournir une mise à jour |
| 1430 – 1700 | Session 6 : Révision des mesures d'urgences proposées |
| | Présentation et discussion des mesures d'urgences proposées |

| Heure | Agenda |
|-------------|---------------------------------------------|
| 1500 – 1530 | Pause-Café |
| | Discussion des mesures d'urgences proposées |
| 1700 – 1715 | Clôture de la réunion |

Jour 2 – Mardi 3 Décembre 2013

Objectif:

- **Adoption de l'Engagement du Sommet des Éléphants Africaines et des mesures d'urgences qui l'accompagnent.**

Récapitulatif:

- Revue des résultats du premier jour de la conférence
- Session fermée des délégués Ministériels

Participants :

- Ministres et représentants Gouvernementale.
- Observateurs officiels (organisations intergouvernementales, institutions financières multilatérales, communautés économiques, sur invitation)
- Experts techniques
- Les ambassadeurs de la jeunesse

| Heure | Agenda |
|---------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 0730 – 0800 | Inscription |
| 0830 – 0930 | Session 7 : Grande Ouverture |
| | Comprenant des discours du: - Ministre, Ministère de l'Environnement, Faune et du Tourisme - Directeur général de l'UICN - H.E. Lieutenant-Général Seretse Khama Ian Khama |
| 0930 – 1030 | Pause-Café Attention : Le Ministre invitera les délégués à visiter les stands des exposants |
| 1030 – 1100 | Session 8 : Points forts du premier jour de la conférence |
| | Discours liminaire du Ministre de l'Environnement, de la Faune et du Tourisme, Botswana M. Khama TS |
| 1100 – 1230 | Session 9: Révision finale des mesures d'urgences proposées |
| | Discussion finale des mesures d'urgences proposées Possibilité pour aucunes d'autres déclarations à faire. |
| 1230 - 1400 | Déjeuner |
| 1400 - 1500 | Session 10 : Fermée : Session Ministériels |
| | Opportunité pour des Ministres à discuter et débattre aucunes questions restantes. Attention: D'autres délégués sont invités à visiter les stands des exposants |
| 1500 – 1600 | Pause-Café |
| 1600 – 16 30 | Session 11 : Adoption formelle de l'Engagement du Sommet des Éléphants d'Afrique et des mesures d'urgences qui l'accompagnent |
| | Annonce de l'Engagement du Sommet des Éléphants d'Afrique et des mesures d'urgences qui l'accompagnent Remarques de clôture |
| 1730 – 1800 | Briefing de la Presse |
| 1900 – 2200 | Gala des Éléphants |

Jour 3 – Mercredi 4 Décembre 2013

Objectif:

Obtenir des engagements de bailleurs de fonds et des ONGs pour mettre en œuvre les mesures d'urgences.

Récapitulatif:

- Présentation de l'Engagement du Sommet des Éléphants d'Afrique et des mesures d'urgences
- Discussion sur les actions explicites nécessaires pour la mise en œuvre des mesures d'urgences
- Discussions des déficits de financement et de capacité
- Annonce des engagements financiers et des dons en nature

Participants :

- Le personnel technique du gouvernement
- Observateurs officiels invités (organisations intergouvernementales, institutions financières multilatérales, communautés économiques)
- Organisations non gouvernementales invités
- Organisations donatrices bilatérale et multilatérale
- Les ambassadeurs de la jeunesse

| Heure | Agenda |
|--------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 0730 - 0830 | Inscription |
| 0830 – 0930 | Session 12 : Bienvenue et Introductions |
| | - Allocution de bienvenue du Ministre, Ministère de l'Environnement, de la Faune et Flore et Tourisme - Réflexions des Jeunes Ambassadeurs du Sommet |
| 0930 – 1300 | Session 13 : Mise en œuvre actuelle des mesures d'urgences |
| | Séance de travail en séance plénière. Identification de : - activités existantes et envisagées pour la mise en œuvre de chacune des mesures d'urgence - déficits d'implémentation |
| 1100- 1130 | Pause-Café |
| | Identification de : - engagements de financement existants pour chacune des mesures d'urgence. - mécanismes de financement - déficits de financement. |
| 1300 - 1400 | Déjeuner |
| 1400 – 1530 | Session 14 : Engagements |
| | Occasion pour les organisations de discuter et de prendre des engagements pour la mise en œuvre et le financement des mesures d'urgence |
| 1530 – 1600 | Pause-Café |
| 1600 – 1630 | Session 15 : Résumé et clôture |
| | Résumé des activités de mise en œuvre et des engagements Discours de clôture |
| 1830 | Reception |

Annexe II – Les mesures d'urgence



**Sommet de l'éléphant d'Afrique
Gaborone, Botswana
2-4 Décembre 2013**

**Les mesures d'urgence
3 Décembre 2013**

Préambule

Les représentants des États au long de la chaîne de valeur de l'ivoire illégal et des organisations intergouvernementales:

RAPPELANT que les États de l'aire de répartition des éléphants ont adopté le Plan d'Action pour l'éléphant d'Afrique et le Fonds pour l'éléphant d'Afrique en 2010, et que ces mécanismes ont été recommandés par les Parties à la CITES lors de la 16^{ème} réunion de la Conférence des Parties.

RECONNAISSANT que la conservation de l'éléphant d'Afrique nécessite une approche complète, telle qu'inscrite dans le Plan d'Action pour l'éléphant d'Afrique, soulignant les défis posés par la fragmentation et la perte d'habitats, l'abattage illégal et le conflit croissant entre les humains et les éléphants.

NOTANT que le braconnage des éléphants et le commerce illégal de l'ivoire sont une préoccupation majeure à travers l'Afrique et au-delà, et que cette activité affecte la sécurité, l'économie et produit des conséquences politiques et écologiques sérieuses alors que ces crimes augmentent en fréquence et en gravité et s'étendent à des populations d'éléphants précédemment à l'abri du braconnage.

CONSCIENTS que, dans certains cas, les groupes criminels et les milices utilisent un arsenal militaire sophistiqué pour tuer des éléphants et profitent de la corruption des hautes sphères, ou du manque de sécurité des frontières pour faire circuler l'ivoire à travers les frontières et pour éviter la détection et les poursuites judiciaires.

CONSCIENTS en outre, du fait que la corruption peut alimenter et faciliter le trafic illicite d'ivoire et qu'une politique de tolérance zéro contre la corruption à tous les niveaux et secteurs, y compris les enquêtes et les poursuites judiciaires, est justifiée à cet égard.

RECONNAISSANT que le braconnage et le commerce illégal de l'ivoire sont des crimes graves, et souvent transnationaux, qui ont une incidence significative sur la faune mais aussi sur la paix et la sécurité aux niveaux national et international, sur le développement social, culturel et politique et la primauté du droit.

RECONNAISSANT que la nature transversale du problème nécessite la collaboration efficace et une action collective entre toutes les agences, y compris les agences d'exécution de la loi, de la sécurité et du renseignement, ainsi que les douanes et le système de poursuite judiciaire, le ministère en charge des affaires étrangères, le ministère des finances, ainsi que les autorités de la CITES et les ministères des ressources naturelles, aux niveaux national et international.

RECONNAISSANT en outre que l'action est nécessaire tout au long de la chaîne de valeur de l'ivoire illégal, à la fois pour conserver les éléphants d'Afrique dans leur milieu, et pour endiguer le flux illégal d'ivoire.

CONSCIENTS que des mesures pour lutter contre la criminalité envers la faune doivent respecter les droits et les moyens de subsistance des communautés rurales et chercher à les faire participer comme intervenants importants dans ces efforts.

RECONNAISSANT que l'utilisation durable des ressources naturelles a généré des avantages économiques qui ont contribué directement à la conservation de l'espèce, au développement rural et à la réduction de la pauvreté dans un certain nombre de pays.

PRENANT ACTE des différentes initiatives en cours, des déclarations et des engagements existants aux niveaux national, régional et international.

Nous, les délégués réunis,

NOUS ENGAGEONS à protéger les hommes et les femmes qui risquent leurs vies pour protéger les éléphants dans la nature, et à rendre disponibles les ressources humaines, financières et logistiques aux niveaux national et régional, dans la mesure la plus pratique possible pour traiter le braconnage d'éléphants sur le continent africain et le commerce illégal de l'ivoire à travers le monde, en soutien au Plan d'Action pour l'éléphant d'Afrique.

EXHORTONS tous les donateurs à fournir des ressources et du soutien, en tant que de besoin, pour la mise en œuvre des mesures d'urgence, et à soutenir l'assistance technique, les services consultatifs, le partage des meilleures pratiques et d'autres formes d'aide.

NOUS ENGAGEONS à fournir un soutien politique au plus haut niveau pour assurer la mise en œuvre des mesures urgentes suivantes, dans le contexte du Plan d'Action pour l'éléphant d'Afrique et dans le délai convenu.

Mesures d'Urgence

Des mesures d'urgence, pour mettre fin à - et inverser - la tendance à l'abattage illégal des éléphants et au commerce illégal de l'ivoire, sont décrites ci-dessous pour la mise en œuvre ou l'initiation, d'ici la fin de 2014, mais il est entendu que les mesures resteront pertinentes au-delà de 2014.

Les mesures énumérées ci-dessous sont considérées comme de nature urgente et nécessitent un engagement des représentants politiques de haut niveau au Sommet de l'éléphant d'Afrique.

Mesure d'Urgence 1

Appliquant une approche de tolérance zéro, mettre en œuvre et documenter les peines maximales, et donc dissuasives, pour les crimes de la faune, en utilisant une combinaison des lois existantes et des cadres de réglementation renforcés pour l'investigation, l'arrestation, la saisie et la poursuite des criminels présumés de la faune ; de telles lois peuvent inclure, entre autres, celles relatives à la faune, à la corruption, au blanchiment d'argent, au crime organisé, aux armes à feu, au droit du travail et au terrorisme.

Mesure d'Urgence 2

Former et appuyer les **Mécanismes Nationaux Inter-agence** afin de permettre une action immédiate contre toute personne impliquée dans - ou complice de - l'abattage illégal des éléphants et le commerce illégal de l'ivoire.

Mesure d'Urgence 3

Renforcer les capacités des services de répression et les organismes de protection de la faune au niveau national pour répondre aux groupes de braconnage bien équipés et très organisés.

Mesure d'Urgence 4

Introduire le braconnage des éléphants et le commerce illégal de l'ivoire comme un point permanent de l'Ordre du Jour des **Comités de Sécurité Nationale** (ou leurs équivalents) dans les pays où le produit de ces activités criminelles est susceptible d'être utilisé pour alimenter les conflits internes, la rébellion armée ou des actes d'agression externe. Inclure, autant que possible, le directeur de l'agence nationale de la faune sur le Comité de la Sécurité Nationale (ou son équivalent) dans ces pays.

Mesure d'Urgence 5

Au cours de la prochaine année, afin de soutenir la prise de décision basée sur des preuves, unir les efforts pour **améliorer la couverture de la surveillance des** :

- a. populations d'éléphants d'Afrique, la transmission urgente de données à l'UICN / CSE Groupe des Spécialistes de l'éléphant d'Afrique (GSEAF), le dépôt de données convenu pour les données de population d'éléphants
- b. niveaux d'abattage illégaux en transmettant les données d'urgence à CITES MIKE, le programme de surveillance reconnu
- c. niveaux du commerce illégal, en transmettant les données d'urgence à ETIS, le programme de surveillance reconnu.

Mesure d'Urgence 6

Renforcer la coopération entre les organismes d'application de la loi dans les États de l'aire de répartition des éléphants, les États de transit et les pays consommateurs, y compris par la participation dans les activités de **l'Équipe spéciale de la police de l'Ivoire** de la CITES, et à travers l'utilisation des livraisons surveillées, chaque fois que possible, et d'autres techniques appropriées d'application de la loi, avec l'appui du Consortium international sur la lutte contre la criminalité environnementale (ICWCC).

Mesure d'Urgence 7

Les États qui sont signataires de **réseaux régionaux de mise en œuvre des lois sur la faune** telles que la Lusaka Agreement Task Force (LATF), le Rhino and Elephant Security Group of Southern Africa (SADC); le Horn of Africa Wildlife Enforcement Network; le Central African Wildlife Enforcement Network; l'ASEAN Wildlife Enforcement Network, et le Wildlife Enforcement Network for Southern Africa récemment proposé, s'engagent à nouveau à apporter leur appui individuel en faveur des objectifs des agences régionales, et pour répondre à leurs engagements concernant des questions matérielles, les ressources financières et les ressources humaines.

Mesure d'Urgence 8

Mobiliser des ressources financières et techniques provenant de diverses sources nationales et internationales en utilisant les mécanismes existants qui soutiennent le mieux la mise en œuvre du Plan d'Action pour l'éléphant d'Afrique et les mesures d'urgence approuvées aux niveaux national, régional, et continental.

Mesure d'Urgence 9

Concevoir et réaliser des études nationales et des **programmes nationaux de sensibilisation du public**, destinés à tous les secteurs, qui comprennent des informations sur les conséquences de l'abattage illégal des éléphants et le commerce illégal de l'ivoire sur l'économie, la sécurité nationale et la sécurité publique, et les services écosystémiques que fournissent les éléphants.

Mesure d'Urgence 10

Mettre en œuvre des mesures efficaces pour enregistrer et **sécuriser les stocks d'ivoire**, y compris le marquage et l'enregistrement complet de l'ivoire stocké, comme convenu dans la résolution CITES Conf. 10.10 (Rev. CoP16).

Mesure d'Urgence 11

Développer et mettre en œuvre des **stratégies pour éliminer le commerce illégal de l'ivoire**, en utilisant des campagnes basées sur des preuves pour appuyer la réduction de la demande et l'approvisionnement à travers des stratégies ciblées, y compris, le cas échéant, des approches conduites par le gouvernement, pour influencer sur le comportement des consommateurs.

Mesure d'Urgence 12

Dans les États de l'aire de répartition, **associer les communautés vivant avec les éléphants en tant que partenaires actifs dans leur conservation** en soutenant les efforts de ces communautés pour faire avancer leurs droits ainsi que la capacité à gérer la faune et la nature sauvage et à en retirer un bénéfice.

Mesure d'Urgence 13

Renforcer la législation existante ou mettre en œuvre un nouveau cadre législatif **pour classer le trafic de la faune impliquant des groupes criminels organisés comme un «crime grave»** afin de déverrouiller efficacement la coopération internationale pour l'application de la loi prévue par la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, y compris l'assistance juridique mutuelle, la saisie d'actifs et la confiscation, l'extradition, et d'autres outils pour tenir les criminels comptables des crimes envers la faune.

Mesure d'Urgence 14

Soutenir le développement d'un réseau de laboratoires médico-légaux accrédités capables de déterminer l'origine de l'ivoire saisi selon des protocoles normalisés au niveau international pour l'ADN et l'analyse isotopique qui peuvent fournir des preuves recevables devant un tribunal.

Mise en œuvre

Chaque pays évaluera ses progrès dans la mise en œuvre de ces mesures d'urgence et rendra compte volontairement aux forums régionaux et internationaux appropriés, tels que mentionnés ci-dessous, mais sans que cette liste soit limitative:

- ❖ autres réunions ponctuelles sur la criminalité de la faune;
- ❖ réunions du Comité Permanent de la CITES
- ❖ prochain Congrès Mondial de la Conservation de l'UICN
- ❖ sommets annuels de l'Union africaine;
- ❖ forums pour la coopération économique régionale
- ❖ comité directeur du Fonds d'éléphant Africain
- ❖ réunions de la Conférence des Parties de la CITES et de la CMS
- ❖ réunions des Nations Unies Assemblée Générale
- ❖ réunions des Nations Unies Assemblée Environnementale

Annexe III - Priorités (Session 13)

| UM | Category | Stakeholder name | Notes |
|----|----------|-------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1 | GOV | Anon | But political will is a pre-condition for the implementation of all measures |
| 1 | GOV | Anon | Ensuring that all countries in the region have deterrent sentences and legal framework so that syndicates do not "country hop" |
| 1 | GOV | Anon | Sensitization of magistrates and judges to seriousness of the crimes to complete the zero tolerance approach |
| 1 | GOV | Botswana | Priority |
| 1 | GOV | Namibia | Priority |
| 1 | GOV | Netherlands | Priority |
| 1 | NGO | SSN | Unless criminals face adequate prosecution and sentencing their illegal activities will continue |
| 1 | NGO | EIA | Priority |
| 1 | NGO | Kalahari Conservation Society | Priority |
| 1 | NGO | WCS | Priority |
| 1 | NGO | WWF | Priority |
| 1 | YOU | Anon | Applying a zero tolerance approach, secure and report on maximum and therefore deterrent sentences for wildlife crime |
| 2 | GOV | Cameroun | Priority |
| 2 | GOV | Anon | Form and support national interagency mechanisms in order to allow an immediate action against all implicated groups, or those complicit in illegal killing and trade |
| 2 | GOV | Cameroun | Form and support national interagency mechanisms in order to allow an immediate action against all implicated groups, or those complicit in illegal killing and trade |
| 2 | GOV | Anon | Intensive cooperation could be improved |
| 2 | GOV | Zimbabwe | Priority |
| 2 | NGO | Anon | Create high level interagency mechanism but include NGO/Private sector assistance to boost intelligence, legal and media (for deterrent effect). |
| 2 | NGO | AWF | Deterrent prosecutions/enforcement |
| 3 | GOV | Viet Nam | Enhance capacity for law enforcement |
| 3 | GOV | Uganda | Enhancing capacity of law enforcement protection agencies at national level, including prosecutors, investigative intelligence |
| 3 | GOV | Kenya | Night vision equipment, additional tracker/sniffer dogs, scanning equipment for sea, border and airports, IQ toolkit for intelligence analysis and capacity building |
| 3 | GOV | Anon | Reinforce the capacity of enforcement agencies and the forest rangers at a national level to respond to poaching groups which are well equipped and well organised |

| UM | Category | Stakeholder name | Notes |
|----|----------|-------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 3 | GOV | Cameroun | Reinforce the capacity of enforcement agencies and the forest rangers at a national level to respond to poaching groups which are well equipped and well organised |
| 3 | GOV | Cote D'Ivoire | Reinforce the capacity of jurisdictional services and forest rangers; real need for assistance and support for rural agencies and teams |
| 3 | GOV | Anon | Require support uniforms of law enforcement equipment for rangers as well on equipment is detected smuggled ivory at the points of entry and exist |
| 3 | GOV | Gabon | Priority |
| 3 | GOV | Namibia | Priority |
| 3 | GOV | Niger | Priority |
| 3 | GOV | Tanzania | Priority |
| 3 | GOV | Zambia | Priority |
| 3 | GOV | Zimbabwe | Priority |
| 3 | IGO | CITES Secretariat | Governance |
| 3 | IGO | EC | Priority |
| 3 | IGO | UNODC | Priority |
| 3 | NGO | WCS | Enhance capacity of law enforcement and wildlife protection agencies at the national level |
| 3 | NGO | TRAFFIC | Enhance capacity of law enforcement and wildlife protection agencies through trainings, Intel and analysis support |
| 3 | NGO | SSN | Front-line field officers in the protected and non-protected areas require equipment and training if they are to adequately combat criminal gangs and poachers |
| 3 | NGO | AWF | Priority |
| 3 | NGO | FZS | Priority |
| 3 | NGO | Kalahari Conservation Society | Priority |
| 3 | NGO | RAPAC | Priority |
| 3 | NGO | Save The Elephants | Priority |
| 4 | GOV | Uganda | Introducing elephant poaching/illegal ivory trade as agenda item of National Security Committee. |
| 4 | NGO | IFAW | Priority |
| 4 | YOU | Anon | Introduce elephant poaching and illegal ivory trade as a standing agenda item of National Security Committee. |
| 5 | GOV | Kenya | Pool resources to undertake aerial census, collect data on illegal killing and building capacity in developing national ETIS data base |
| 5 | GOV | Tanzania | Priority |
| 5 | GOV | Zimbabwe | Priority |
| 5 | IGO | CMS Secretariat | Mandates: memorandum of understanding on West African Elephants, see work programme 1.0, 3.0, 4.0 |

| UM | Category | Stakeholder name | Notes |
|----|----------|-------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 5 | NGO | TRAFFIC | the monitoring systems are critical for tracking the situation, setting priorities and evaluating progress moving forward |
| 5 | NGO | Elephants Without Borders | We are continually monitoring elephant populations but would like to see the critical information we can provide be disseminated more broadly and used for the urgent measures causes, but need continued support |
| 5 | NGO | FZS | Priority |
| 6 | GOV | Philippines | Funding support for the proposed training on intelligence led surveillance in collaboration with INTERPOL and capacity building for the POGI (Philippines Operations Group on Ivory and Illegal Wildlife Trade) on Ivory Identification Marking Techniques. |
| 6 | GOV | Anon | In order to better organise, in each state, the fight against trafficking. If such an organisation is correctly set up, it will help in opening to international cooperation which is also essential to success |
| 6 | GOV | Botswana | Priority |
| 6 | GOV | Netherlands | Priority |
| 6 | IGO | EC | Priority |
| 6 | IGO | EC | Priority |
| 6 | IGO | UNODC | Priority |
| 6 | NGO | Anon | And allow private sector NGO assistance to provide support techniques in terms of intelligence, legal and media (for deterrent effect) |
| 6 | NGO | EIA | Increase / develop greater intelligence led approach to provide financial support to implement along the entire chain of custody |
| 6 | NGO | Save The Elephants | Strengthen anti-trafficking (controlled deliveries) |
| 6 | NGO | WWF | Priority |
| 7 | GOV | USA | Priority |
| 7 | NGO | IFAW | Priority |
| 7 | NGO | Kalahari Conservation Society | Priority |
| 7 | NGO | RAPAC | Priority |
| 8 | GOV | Anon | Financial and technical support needed for (1) area surveys (2) awareness and (3) human elephant conflict resolution |
| 8 | GOV | Anon | Need to secure financial and technical resources |
| 8 | GOV | Kenya | Support Objectives 1 and 2 of AEAP through AEF |
| 8 | GOV | Tanzania | Priority |
| 8 | GOV | Viet Nam | Priority |
| 8 | GOV | Zambia | Priority |
| 8 | NGO | Elephants Without borders | Secured funding but still need resources to keep projects going at grassroots. We are a small group that rely on donor funding and support and tend to be sidelined by major bureaucratic organizations |

| UM | Category | Stakeholder name | Notes |
|----|----------|----------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 8 | NGO | CEFAC/RAPAC | Priority |
| 8 | NGO | Conservation International | Priority |
| 9 | GOV | South Africa | Establish a national public awareness campaign on elephant illegal trade |
| 9 | GOV | Anon | Priority |
| 9 | GOV | Cote D'Ivoire | Priority |
| 9 | GOV | Zambia | Priority |
| 9 | IGO | CMS Secretariat | Mandates: Memorandum of Understanding on West African Elephants |
| 9 | IGO | UNODC | Priority |
| 9 | NGO | Conservation International | Priority |
| 9 | YOU | Anon | Priority |
| 10 | GOV | Philippines | Funding support for the development of the Philippines ivory registration policy. (A proposal has been submitted to the ADB on this.) |
| 10 | GOV | Anon | Need to establish efficient measures to register and secure ivory stockpiles |
| 11 | GOV | Anon | Demand reduction through committed high level political will which translates to effective controls |
| 11 | GOV | Viet Nam | Develop and implement strategies to eliminate the illegal trade in ivory |
| 11 | GOV | South Africa | Enhance the implementation of MOUs with user countries in order to influence consumer behaviour and reduce demand of illegal trade |
| 11 | GOV | Anon | Lower the demand for ivory to the greatest extent possible |
| 11 | GOV | Gabon | Priority |
| 11 | GOV | Germany | Priority |
| 11 | GOV | USA | Priority |
| 11 | IGO | CITES Secretariat | Priority |
| 11 | IGO | EC | Priority |
| 11 | NGO | Save The Elephants | Demand reduction |
| 11 | NGO | TRAFFIC | Key markets in China, Viet Nam, Thailand - require focused consumer studies, targeted campaigns to influence consumer behaviour |
| 11 | NGO | AWF | Outreach/awareness in Africa and China |
| 11 | NGO | Anon | Research on demand and efforts to reduce demand |
| 11 | NGO | Anon | Priority |
| 11 | NGO | EIA | Priority |
| 11 | NGO | IFAW | Priority |
| 11 | NGO | WWF | Priority |
| 12 | GOV | Cameroun | Develop and implement strategies to eliminate illegal commerce in ivory by using campaigns based on evidence, to help reduce demand |
| 12 | GOV | Uganda | Engaging Communities as partners |

| UM | Category | Stakeholder name | Notes |
|----|----------|----------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 12 | GOV | Anon | Need for Community mobilisation; need for community benefits; Human elephant mitigation e.g. financing of selected Pas. |
| 12 | GOV | Anon | Support for engaging communities that live with the elephants for win-win interrelationship |
| 12 | GOV | Germany | Priority |
| 12 | GOV | Niger | Priority |
| 12 | GOV | USA | Priority |
| 12 | IGO | CMS Secretariat | Mandates: MOU on West African Elephants - see work programmes 1.0, 2.0, 4.0, 6.0, 7.0 |
| 12 | IGO | CITES Secretariat | Priority |
| 12 | NGO | FZS | Priority |
| 12 | NGO | Conservation International | Engage communities living with elephants as active partners in their conservation |
| 12 | NGO | Elephants Without Borders | Need further support, financial, to engage communities much better we are grass roots and live amongst the communities but need support to implement a programme. |
| 12 | YOU | Anon | Priority |
| 12 | YOU | Anon | Priority |
| 13 | GOV | Cote D'Ivoire | Reinforcement of real legislation, need of assistance, and financial support |
| 13 | GOV | Gabon | Priority |
| 13 | IGO | UNODC | Priority |
| 14 | GOV | Netherlands | Priority |

Annexe IV – Actions (Session 13)

| UM | Cat | Stakeholder name | Notes |
|----|-----|-------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1 | GOV | Anon | Being done by use of Money Laundering Act, Forestry Act and Wildlife Act |
| 1 | GOV | Anon | Investigation and prosecution system in place but needs improvement |
| 1 | GOV | Anon | Laws are under applied |
| 1 | GOV | Anon | Laws provide for mandatory minimum sentences without the option of fine and replacement of poached animals, limited discretion of the judiciary, effective enforcement of wildlife laws on PA's and Nationality |
| 1 | GOV | Anon | National CITES law recently reviewed and strengthened |
| 1 | GOV | Botswana | Review of wildlife legislation us underway. Harsh sentences for killing elephants and possession of ivory in place |
| 1 | GOV | Cameroun | Legislation in process of revision, to prevent 'the major criminalization of fauna' (i.e. wildlife crime); shock measures / crackdowns need reinforcement and the AGA needs to work in the pursuit of lawbreakers, as according to the urgent plan of 2012. |
| 1 | GOV | Cote D'Ivoire | Participation in programmes of fighting against illegal trade; sub-regional training of November 2012 |
| 1 | GOV | Cote D'Ivoire | The fight against illegal trade is continuing with the initial implementation of an information system and the seizure of illegal ivory from airports and frontiers |
| 1 | GOV | Germany | Fully implemented |
| 1 | GOV | Kenya | |
| 1 | GOV | Mozambique | Revise the natural resource protection strategy, formation of a special unit for combating poaching |
| 1 | GOV | Philippines | The Philippines already has a law on wildlife conservation and protection. Republic Act 91417 "Wildlife Resources and Conservation Act" |
| 1 | GOV | South Africa | Threatened or Protected Species Regulations, Regulate illegal hunting possession of ivory and any movement and transportation of ivory |
| 1 | GOV | Tanzania | Review of Wildlife Act and Regulations on process, sensitization awareness workshop to judiciary is going on, training for wildlife prosecution ongoing |
| 1 | GOV | Uganda | revising the Uganda Wildlife Act, using a combination of laws to prosecute wildlife offenders |
| 1 | GOV | USA | We have extensive domestic efforts in this regard and work extensively with partners in developing countries to build capacity in this area |
| 1 | GOV | Zimbabwe | Using a combination of laws to investigate, arrest and prosecute, working on further and stiffer penalties, working on including other laws, e.g. corruption, terrorism, immigration, money laundering etc., |
| 1 | IGO | CITES Secretariat | Support to strengthen legislation in key countries (e.g., Vietnam, Mozambique) |
| 1 | IGO | SAREP | Supporting the development of judiciary awareness raising course on significance of wildlife crimes to ensure existing laws are enforced and people are prosecuted |

| UM | Cat | Stakeholder name | Notes |
|----|-----|------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 1 | IGO | UNODC | |
| 1 | NGO | EIA | Provision of information and supporting materials to enhance capacity and highlight best practices. Enforcement guide: Film for Enforcement Officers |
| 1 | NGO | FZS | Support government authorities to fulfill their mandate |
| 1 | NGO | TRAFFIC | Review legislation in key countries, advocacy for strengthened penalties, support to legal process to change improve legislation |
| 1 | NGO | WCS | Relatively limited but now growing amount of work especially in Central Africa (and South East Asia and India) |
| 1 | NGO | Wildlife Direct | Wildlife Direct has supported UM 1 in Kenya by evaluating 10 ways in 100 days road map for new president, research courts to provide evidence of laxity in prosecution and penalties, media exposure to raise awareness, government meetings |
| 1 | NGO | WWF | Working with specialized investigative and law enforcement measures in multiple African range states |
| 2 | GOV | Anon | Ad hoc meetings held for law enforcement issues and intelligence sharing |
| 2 | GOV | Anon | Doing it but only that it is inactive now. It has to be enhanced. |
| 2 | GOV | Botswana | Joint operation centre has been established. Intelligence sharing joint operational planning optimal resource utilization |
| 2 | GOV | Cameroun | National Committee of the Fight against Poaching expanded to NGOs and other enforcement administration (police, customs) and partnering administration. Interpol mechanisms/ procedures to be involved / implicated |
| 2 | GOV | Gabon | Process being created, of a National Coordination unit to Fight against Poaching |
| 2 | GOV | Kenya | |
| 2 | GOV | Mozambique | Improve coordination between environmental protection institutions and reserves and national parks |
| 2 | GOV | Namibia | Interagency mechanism established and working. Specifically with police, defense intelligence and community game guards |
| 2 | GOV | Philippines | DENR Secretary issued special order No 2013-254 creating the Philippines operations group on ivory and illegal wildlife trade. Composed of the Philippine national police, bureau of customs, national intelligence coordinating agency and DENR |
| 2 | GOV | South Africa | Established national wildlife information management unit to interact with other enforcement and intelligence agencies |
| 2 | GOV | Tanzania | National Task Force to investigate wildlife crime has been formed |
| 2 | GOV | Uganda | Formed a national task force comprised of police, customs, Interpol, civil aviation authority, wildlife, authority to fight wildlife trafficking. |
| 2 | GOV | USA | Through the Presidential Task force on Wildlife Trafficking. We also support this with partners internationally. |
| 2 | GOV | Viet Nam | Support National Inter-agency mechanisms |
| 2 | GOV | Zambia | central joint operations committee in place |

| UM | Cat | Stakeholder name | Notes |
|----|-----|---------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 2 | GOV | Zimbabwe | working with police, army, security agencies, customs and immigration in terms of training, joint operations and intelligence gathering, now working on trying to formalise and institutionalise this collaboration |
| 2 | IGO | CITES Secretariat | ICCWC Toolkit, MIKES |
| 2 | IGO | SAREP | Supported the development of the proposed WENSA |
| 2 | IGO | UNODC | |
| 2 | NGO | CIC | Promotes national platforms for interagency collaborations |
| 2 | NGO | Elephants Without Borders | Report to BDF: report seen carcasses/poached elephants, provide elephant monitoring maps to BDF, provide research reports to government and BDF |
| 2 | NGO | Wildlife Direct | has supported UM2 through publication of 10 ways in 100 days, presentations to National Council on Administration of Justice regarding creation of National Task Force |
| 2 | NGO | WWF | Working with US. State Department, United Nations, EU to promote National Interagency mechanisms |
| 3 | GOV | Anon | The National Park Service has been upgraded to a para-military status to include better training, better armoury. |
| 3 | GOV | Anon | Training of rangers and police and prosecutors in DNA and Investigative techniques, increased levels of armourment of rangers, introduction of dogs used for law enforcement |
| 3 | GOV | Botswana | Finalising a National Anti-Poaching Strategy to enhance inter-agency cooperation. |
| 3 | GOV | Cameroun | Urgent plan to secure / protect protected areas of 2012 put into place; reinforcement of troops from 350 to 800, reinforcement of ranger equipment, and increase in paid weaponry |
| 3 | GOV | Germany | technical and financial support provided for different partner countries |
| 3 | GOV | Namibia | Limited, but anti-poaching in place and basic training being conducted |
| 3 | GOV | Niger | Formation of 'Forest Agents on Anti-Poaching' at a national and regional (Benin, Burkina Faso and Niger) level. Expansion of the regional anti-poaching programme (LAB) |
| 3 | GOV | South Africa | training of enforcers in all national and provisional environmental departments as environmental management inspectors (EMIs) |
| 3 | GOV | Tanzania | Purchase of modern firearms, purchase of field gears, recruitment of rangers, paramilitary based trainings has been conducted, formation of rapid response teams to combat poaching |
| 3 | GOV | USA | Multiple US Government agencies work with international partners to build capacity, especially in Africa and Asia |
| 3 | GOV | Viet Nam | Enhance capacity for law enforcement |
| 3 | GOV | Zambia | Decentralisation of field operations, Plan to recruit and train additional staff, procure equipment approved |
| 3 | GOV | Zimbabwe | Use of multi-agency approach, ongoing training, procurement of vehicles, equipment and patrol kits, resource mobilisation, enhanced intelligence gathering |
| 3 | IGO | CITES Secretariat | MIKE and MIKES, ICCWC |

| UM | Cat | Stakeholder name | Notes |
|----|-----|---------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 3 | IGO | EC | EU Financial Support, notably through new MIKES Programme |
| 3 | IGO | SAREP | Supported the development of the proposal of Southern Africa WEN |
| 3 | IGO | UNDP | Supporting governments of Uganda National Park, Namibia- all, Botswana- Chobe National Park, Zambia- Kafue National Park, Angola |
| 3 | IGO | UNEP | Working Nationally and Regionally to Support Capacity Development in Judicial systems to address environmental crime (also in partnership with UNODC and Interpol |
| 3 | IGO | World Bank | Support ongoing capacity building efforts on law enforcement |
| 3 | IGO | World Bank | support selected range countries to assess and define an effective and sustainable elephant crime intelligence system |
| 3 | NGO | EIA | Enforcement guide: for enforcement officers and updated version is in development |
| 3 | NGO | Elephants Without Borders | reports to BDF and government, submit monitoring reports, submit elephant monitoring maps, report locations of carcasses/poached elephants. |
| 3 | NGO | FZS | Facilitate gap identification, Intel training, law enforcement and analysis of CAD, enforcement effort, provision of identification equipment, facilitate implementation of this measure |
| 3 | NGO | IFAW | Anti-poaching support, prevention of wildlife trafficking trainings, capacity building for all law enforcement agencies |
| 3 | NGO | RAPAC | Practical training for forest guards / 'eco soldiers' / rangers in anti-poaching techniques; support in terms of equipment to agencies and services working in conservation of protected areas; exchanges of information and experiences |
| 3 | NGO | Save The Elephants | We help KWS and community security with transport, communication, intelligence and air support |
| 3 | NGO | TRAFFIC | Capacity to law enforcement and wildlife protection agencies through training, trade data analysis and Intel ID toolkits, crime scene best practices |
| 3 | NGO | WCS | extreme programme of work across Africa (and Asia) focusing on support to rangers, use of smart, etc. |
| 3 | NGO | Wildlife Direct | Has supported KWS on fundraising through directing donors to the organisation and lobbying for bigger vote at treasury for anti-poaching |
| 3 | NGO | WWF | working with multiple African range states to support governmental law enforcement capacity |
| 4 | GOV | Anon | External forces. Include national security agency in the reaction. |
| 4 | GOV | Anon | Introduce elephant poaching and illegal ivory trade as a main agenda point in the national security committees of countries where problems are occurring. |
| 4 | GOV | Anon | Introduce poaching of elephants and illegal trade in ivory as a central point on the Agenda of national Security Committees in the country where the product of these criminal activities is susceptible to be used for rebellion |
| 4 | GOV | Anon | Measure 4 being done |
| 4 | GOV | Anon | Not implemented |

| UM | Cat | Stakeholder name | Notes |
|----|-----|-------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 4 | GOV | Botswana | Central Intelligence Committee is in place and chaired by Head of State – meets weekly. |
| 4 | GOV | Cameroon | Major elephant poaching has become a matter of national security since 2012 (massacres NP Bouba Ndjidah) and special forces of the army (BIR) are involved in AML |
| 4 | GOV | Kenya | Urgent Measure 4 |
| 4 | GOV | Namibia | National Security Committee not in place but the need has been recognized |
| 4 | GOV | South Africa | NATJOINTS as a national structure between different departments dealing with security issues. |
| 4 | GOV | Tanzania | President has declared illegal ivory trade as a national security problem |
| 4 | GOV | USA | Yes, this is taking place through the US Presidential Task Force on Wildlife Trafficking. |
| 4 | GOV | Zambia | Standing agenda item in Central Joint Operations Committee meetings. |
| 4 | GOV | Zimbabwe | ZimParks is currently a member of the Public Security Sub-Committee of the National Security Committee |
| 4 | IGO | CITES Secretariat | CITES Secretariat is implementing Decision 16.87 |
| 4 | NGO | EIA | Provision of information, evidence and visual tools to support higher national and international focus on issues in different fora |
| 4 | NGO | FZS | Political lobbying with relevant personnel in countries |
| 4 | NGO | Wildlife Direct | Wildlife Direct brought need for KWS Director to be on National Security Committee at the National Economic and Social Council Feb 2013 |
| 4 | NGO | WWF | Working with multiple African Range States to highlight the need for National Security Committees |
| 5 | GOV | Anon | Being done through MIKEs but not C |
| 5 | GOV | Anon | Monitoring at high confidence levels, in place but no killings to report, in place but very low levels detected |
| 5 | GOV | Botswana | Aerial Survey of elephant range ongoing, MIKE implementation, Chobe National Park, Management Oriented Monitoring system in place |
| 5 | GOV | Cameroon | Management plan for elephants revised in 2011 after an inventory was done with WWF's support; the MIKE and ETIS programmes are implemented in Cameroon and a statistical base is in the process of creation |
| 5 | GOV | Germany | fully implemented for ETIS, census in Tanzania |
| 5 | GOV | Namibia | Aerial surveys done, MIKE programme in place, ETIS in place but improvement of techniques ongoing |
| 5 | GOV | Philippines | 428 samples were sent to the university of Washington for DNA study in aid to enforcement, submitted updated ETIS report (28 Feb 2013) |
| 5 | GOV | South Africa | have on MIKE and ETIS site reporting on monitoring of elephant killings and trade |
| 5 | GOV | Tanzania | transmission of data ongoing |
| 5 | GOV | Uganda | regularly transmitting data to MIKE, ETIS and IUCN AESG |

| UM | Cat | Stakeholder name | Notes |
|----|-----|---------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 5 | GOV | USA | We report as appropriate and also work with international partners to build capacity to undertake improved reporting |
| 5 | GOV | Zambia | Zambia transmits MIKE and ETIS data on regular basis |
| 5 | GOV | Zimbabwe | Ongoing |
| 5 | IGO | CITES Secretariat | Through MIKE and MIKES support |
| 5 | IGO | EC | EU Financial support through MIKE programme |
| 5 | IGO | SAREP | Helping Botswana Gov. to develop and implement standardised wildlife monitoring protocols which can provide data to IUCN and MIKE |
| 5 | IGO | World Bank | Collaborate with ETIS, MIKE, IUCN, and range countries in on-going efforts to better understand elephant poaching and illegal ivory trade |
| 5 | NGO | AWF | Only participate in support process as appropriate, we plan to assist but funds to be raised |
| 5 | NGO | AWF | Support to elephant counts with government agencies and other partners |
| 5 | NGO | Elephants Without Borders | huge part of our agenda, we conduct population assessments and carcass ratios |
| 5 | NGO | FZS | Collaborating on aerial surveys, facilitate enforcement authorities to gather poaching data and subsequent analysis |
| 5 | NGO | Save The elephants | We assist KWS in MIKE, and in elephant monitoring and census, and propose new dedicated national elephant mortality- database |
| 5 | NGO | TRAFFIC | continue to develop and expand ETIS, production and analytical results on trends, trade routes etc. - CITES standing committee reports, capacity building and training national authorities |
| 5 | NGO | WCS | works closes with MIKE (Africa and Asia) and supplies data to the AED, working increasingly with ETIS |
| 5 | NGO | Wildlife Direct | has been monitoring arrests and wildlife trials involving ivory trafficking in Kenyan courts and producing reports on outcomes of cases |
| 5 | NGO | WWF | provide direct financial or technical advice to African specialist group, MIKE, ETIS |
| 6 | GOV | Anon | 1/ Cooperation good with some range states 2/ Linkages with INTERPOL and other investigative agencies |
| 6 | GOV | Anon | Coordination could be improved, not possible to use certain special survey techniques (notably surveillance connections?) |
| 6 | GOV | Botswana | Participated in Operation Cobra 1 and 2; Participation in Interpol meetings and training |
| 6 | GOV | Cameroon | Cooperation improved through the regional office of Interpol who involve the Agencies responsible for applying wildlife crime. Active in the partnerships TRIDOM, LAB (with Chad, Cameroun and CAR) and the GABAC initiative |
| 6 | GOV | Gabon | Implementation at the moment of tool-kits for wildlife crime with ICCWC |
| 6 | GOV | Germany | Controlled deliveries carried out several times successfully; transboundary cooperation of anti-poaching units |
| 6 | GOV | Kenya | Action undertaken |

| UM | Cat | Stakeholder name | Notes |
|----|-----|----------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 6 | GOV | Namibia | Very isolated with little cooperation mainly staff on the ground |
| 6 | GOV | TRAFFIC | Capacity training, facilitation of regional intelligence sharing, track data analysis, support to rolling out ICCWC toolkit and coordination w ICCWC partners |
| 6 | GOV | Uganda | Working closely with Lusaka agreement task force in cross border investigations and operations |
| 6 | GOV | USA | We have multiple programs in two areas currently with international partners and anticipate further work after the release of the US National Strategy next year. |
| 6 | GOV | Zimbabwe | |
| 6 | IGO | CITES Secretariat | CITES secretariat leading implementation of decision 16.78; Secretariat leads chairs ICCWC |
| 6 | IGO | EC | EU financial support notably to ICCWC |
| 6 | IGO | UNDP | Doing this through ZEPIONCN (sp??) and will be a focus of GEF |
| 6 | IGO | World Bank | Support use of ICCWC toolkit to develop wildlife crime strategies in selected range countries |
| 6 | NGO | CIC | Develop collaboration with Interpol and CITES by CIC |
| 6 | NGO | Conservation International | Conservation International is among NGOs committed to the Clinton Global Initiative on 'Partnership to save Africa's Elephants', CI committed to help put first African Elephants and bring an end to Ivory Poaching |
| 6 | NGO | EIA | Development, production and dissemination of Enforcement Training Film / Guide as recommended in ICCWC toolkit |
| 6 | NGO | IFAW | Prevention of Wildlife Trafficking Capacity Building |
| 6 | NGO | WCS | Limited at present. Increasing amount of such work in e.g. Vietnam. Increasing engagement too at policy level |
| 6 | NGO | WWF | Supporting implementation of 'Smart' and promoting collaboration of law enforcement agencies at international level |
| 7 | GOV | Anon | Collaboration taking place COBRA II |
| 7 | GOV | Anon | Happening for Lusaka agreement task force |
| 7 | GOV | Anon | These commitments have been consistently supported |
| 7 | GOV | Botswana | Joint permanent commissions with neighbouring states. Formation of Southern African WEN |
| 7 | GOV | Cameroon | TRIDON, TNS, LAB and BSB agreements implemented with partners. Active in Cameroon under COMIFAC |
| 7 | GOV | Gabon | Ratification of the Lusaka Agreement by the national assembly |
| 7 | GOV | Gabon | Stakeholder in several subregional initiatives for transboundary collaboration to fight poaching |
| 7 | GOV | Kenya | |
| 7 | GOV | Namibia | Involved in 3 TFCAs and have joint commissions on Defence and security with neighbours. Member of relevant elephant committees |
| 7 | GOV | South Africa | Chairing the Rhino and Elephant Security Groups |
| 7 | GOV | Tanzania | The government is committed to regional and international obligations |

| UM | Cat | Stakeholder name | Notes |
|----|-----|-------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 7 | GOV | USA | We have provided significant support for all entities listed and many others and will continue to do so |
| 7 | GOV | Zambia | Zambia is committed to regional networks |
| 7 | GOV | Zimbabwe | Active on all regional WENs |
| 7 | IGO | CITES Secretariat | Support to create new WENS (Horn of Africa, Middle East). Support to PAPECACF (Central Africa) |
| 7 | IGO | SAREP | Support to the development of southern African WEN |
| 7 | IGO | UNEP | UNEP is working with other IGOS (GEF) to mobilise funding for the implementation of the AEAP and AEF |
| 7 | IGO | UNODC | |
| 7 | IGO | World Bank | Support to GABAC (Central African Group Against Money Laundering) regional entity to fight crime to do a wildlife crime report |
| 7 | NGO | AWF | Supporting in country efforts - cross sector training |
| 7 | NGO | AWF | Supporting HAWEN and WENSA development process |
| 7 | NGO | AWF | We have prioritized supporting at least 10 populations by 2018 |
| 7 | NGO | IFAW | LATF support. HAWEN NGO partner capacity building support |
| 7 | NGO | Kalahari Conservation Society | Fundraise for the operations of the Southern African WEN. Start up funds already secured for the secretariat desk. |
| 7 | NGO | RAPAC | Development of subregional Central Africa strategy on conflict management for elephants. Support to the elaboration of transboundary agreements to fight poaching |
| 7 | NGO | RAPAC/CEEAC | Support a harmonization of legislation in matters of wildlife management and protected areas |
| 7 | NGO | RAPAC/CEEAC | Support the elaboration of the emergency plan to combat animal poaching for Central Africa 2014-2015. Development of contingency plan for extreme anti-poaching fight in 2013 |
| 7 | NGO | TRAFFIC | Capacity training and technical support to WEN member countries to fulfill obligations, intelligence gathering and sharing |
| 7 | NGO | WCS | Support to governments in Asia and Africa |
| 7 | NGO | WWF | Provide support and technical advice to many governments who are members of regional law enforcement networks |
| 8 | IGO | UNODC | |
| 8 | NGO | AWF | Fundraising in support of agreed action plans |
| 9 | GOV | Anon | Being done |
| 9 | GOV | Anon | General public awareness programs already in place, but directed mainly at rhino issues - these automatically positively influence the elephant issues as a specially protected species |
| 9 | GOV | Anon | Stakeholders awareness raising workshops organised recently |
| 9 | GOV | Anon | |
| 9 | GOV | Botswana | Crime prevention clusters in place - publically produced cautioning against elephant poaching and illegal possession of ivory; environmental clubs to increase awareness on elephant conservation |

| UM | Cat | Stakeholder name | Notes |
|----|-----|----------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 9 | GOV | Botswana | Periodic publications like newsletters, press releases, and website for awareness and public support; publicize the conservation trust fund through video and booklet |
| 9 | GOV | Cameroun | Activities agreed in the Urgent Plan to Secure Protected Areas (2012); but not yet implemented |
| 9 | GOV | Germany | Awareness raising in selected countries; environmental education visits of journalists |
| 9 | GOV | Mozambique | Existence of public awareness campaigns warning local authorities to stop poaching in the communities |
| 9 | GOV | Namibia | Public awareness program in place, but needs improvement specifically on elephant conservation; environmental education centres exist under the ministry |
| 9 | GOV | Philippines | Exhibits produced for ivory destruction event; new exhibits are to be produced for display at major air and seaports |
| 9 | GOV | Tanzania | Public awareness programme is ongoing |
| 9 | GOV | Uganda | Only general sensitization |
| 9 | GOV | USA | The US national strategy will have a specific focus on raising awareness about the scourge of wildlife trafficking, both domestically and internationally; continued support to international partners. |
| 9 | GOV | Zimbabwe | On-going, but constrained by resources |
| 9 | IGO | CITES Secretariat | Elephants in the dust report with UNEP |
| 9 | IGO | World Bank | Economic study of elephant poaching and illegal ivory trade |
| 9 | NGO | AWF | Public awareness campaigns in Africa and Asia |
| 9 | NGO | AWF | Sponsored an NGO on a project to apply multi-disciplinary approaches to protecting elephants around a national park, including water provision and ecosystems management |
| 9 | NGO | Conservation International | Direct communication campaign works to raise awareness, build support and inspire action on wildlife trafficking and other threats to the world's people and ecosystems |
| 9 | NGO | Conservation International | With the Max Planck Institute and other partners, completed a study on poaching threats to elephants, chimpanzees and gorillas in Equatorial Guinea; highlighting the need for improved environmental law enforcement and for incorporating wildlife data into conservation area planning |
| 9 | NGO | EIA | Awareness/campaign films and reports; information and intelligence across number of sectors |
| 9 | NGO | Elephants Without Borders | Continues awareness programmes and research outcomes |
| 9 | NGO | IFAW | Public awareness campaigns in China, US and Europe |
| 9 | NGO | Save The elephants | Extensive social media campaigns plus demand reduction |
| 9 | NGO | TRAFFIC | Targeted public awareness programmes in source, transit and end use countries in collaboration with government and non-government partners |
| 9 | NGO | WCS | Limited amount of work on Africa increasingly significant work in market countries in Asia |

| UM | Cat | Stakeholder name | Notes |
|----|-----|--------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 9 | NGO | Wildlife Direct | Conducting studies on court trials, transport corridors and public perceptions; produced iconic book; radio soap opera |
| 9 | NGO | Wildlife Direct | Running a high profile campaign - Hands off our elephants - to raise public awareness and mobilise the public, government and private sector with first lady patron |
| 9 | NGO | WWF | Global campaigns on illegal trade and poaching |
| 10 | GOV | Anon | Being done: updating ivory stockpiles |
| 10 | GOV | Anon | Conf 10.10 is complied with. |
| 10 | GOV | Anon | Stocks are secured |
| 10 | GOV | Botswana | Regular reports to CITES Secretariat on stockpiles. Secure facility in place to store ivory. |
| 10 | GOV | Cameroon | Implemented with TRAFFIC Cameroon - need to strengthen |
| 10 | GOV | Gabon | Processus en cours de creation d'un systeme national de gestion des stocks d'ivoire |
| 10 | GOV | Gabon | Realisation d'un audit national des stocks d'ivoire |
| 10 | GOV | Namibia | There is a record and permit system to control our stockpiles under a strict security system. |
| 10 | GOV | South Africa | Have a database of all private/public ivory stockpiles and all are safely secured. |
| 10 | GOV | Tanzania | Registration is conducted as per CITES regulations and National Database for ivory is in place. |
| 10 | GOV | USA | We have excellent security measures for our stockpile and have recently destroyed our entire 6 ton ivory stockpile. |
| 10 | GOV | Viet Nam | Implement efficient measures to register and secure ivory stockpiles |
| 10 | GOV | Zambia | Zambia has secured the ivory stockpiles and has an up-to-date database. |
| 10 | GOV | Zimbabwe | Done and ongoing |
| 10 | IGO | CITES Secretariat | The Secretariat is leading on this measure |
| 10 | NGO | Save The elephants | Stop Ivory initiative: Engaged with NGOs and governments to inventory ivory stocks and where appropriate render non-commercial, especially in Kenya and the East African region. |
| 10 | NGO | TRAFFIC | Collect and analyse stockpile data – long term monitoring. Assist countries to develop and implement stock management systems. Respond to requests for assistance |
| 10 | NGO | WCS | Technical (and some funding support) to a few range and market/transit states |
| 10 | NGO | Wildlife Direct | Wildlife Direct is partnering KWS to conduct ivory stock take and is monitoring ivory exhibits at courts |
| 10 | NGO | WWF | In collaboration with Traffic, have assisted in Gabon |
| 11 | GOV | Anon | Public awareness of enforcement strategies to eliminate illegal trade, including rewards for information |
| 11 | GOV | Botswana | Moratorium on wildlife hunting including elephant, starting 2014 |
| 11 | GOV | Cameroon | No concrete action yet |
| 11 | GOV | Mozambique | Public awareness campaigns involving local authorities to stop poaching in communities |
| 11 | GOV | Namibia | Part of ETIS and there are strategies in place to manage and |

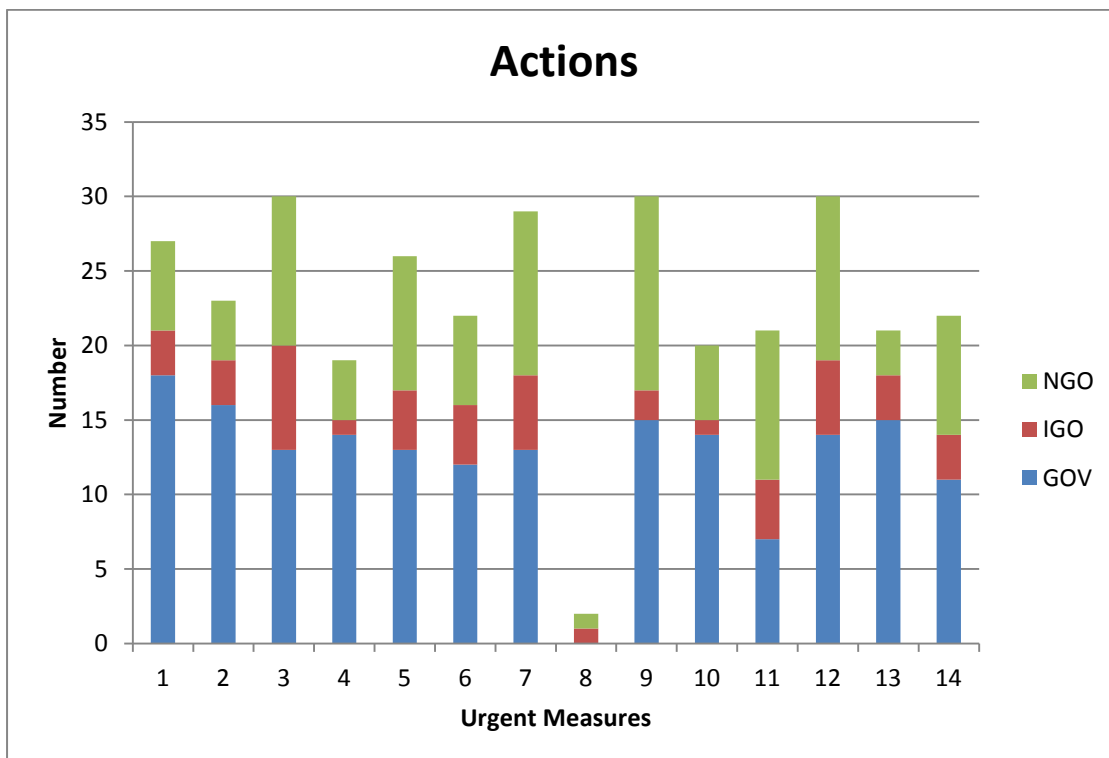
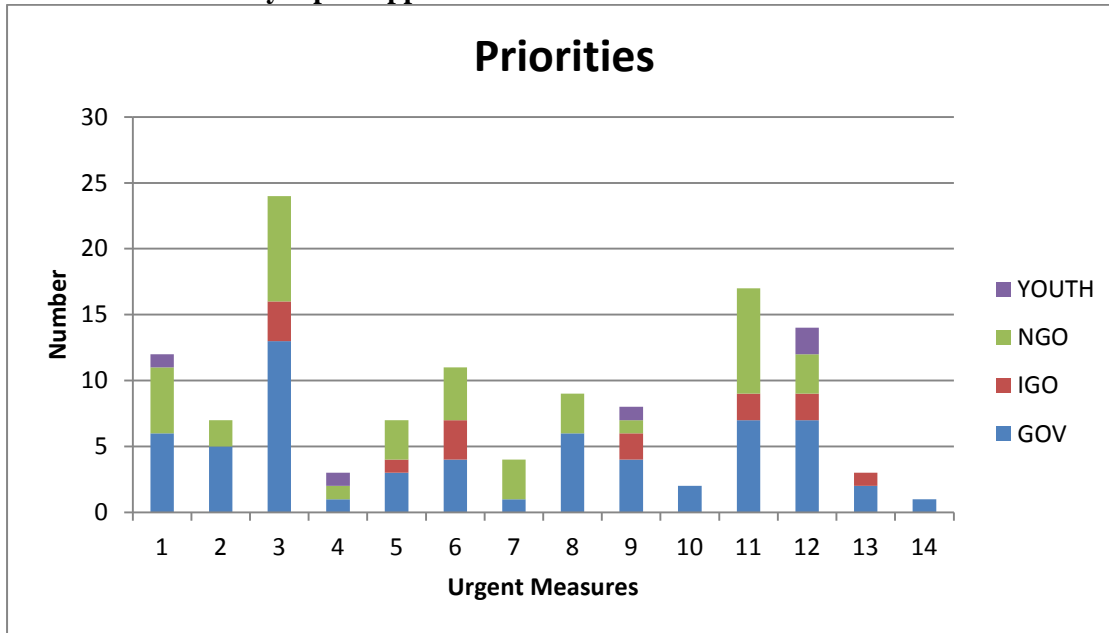
| UM | Cat | Stakeholder name | Notes |
|----|-----|---------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | | control game products |
| 11 | GOV | USA | Providing significant support to international partners and the US national strategy will have a focus on demand reduction efforts domestically and internationally |
| 11 | GOV | Zimbabwe | Campaigns targeted at supply reduction |
| 11 | IGO | CITES Secretariat | MIKE/ETIS/IUCN information to CITES community and beyond |
| 11 | IGO | UNEP | Engaged in various demand reduction campaigns, including through deployment of UNEP Goodwill Ambassadors |
| 11 | IGO | UNODC | |
| 11 | IGO | World Bank | Support a meeting of African and Asian leaders about demand reduction strategies |
| 11 | NGO | EIA | Research/investigation of markets in source, transit and consuming countries |
| 11 | NGO | Elephants Without Borders | Provide information and evidence to media and awareness campaigns |
| 11 | NGO | FZS | Support, facilitate and help draft law enforcement and land use strategies, but not supply and demand |
| 11 | NGO | IFAW | Demand reduction in China |
| 11 | NGO | Save The elephants | Strongly involved in demand reduction to eliminate principal driver of illegal killing |
| 11 | NGO | TRAFFIC | Consumer studies to identify target groups, motivations, attitudes etc.; development of targeted activities (messages, strategies etc.) to reduce demand through behaviour change; monitoring and evaluation activities to assess progress |
| 11 | NGO | WCS | Social media-based demand reduction campaign in China; contributions through CGI process (Asia, US) |
| 11 | NGO | WCS | |
| 11 | NGO | Wildlife Direct | Awareness campaign in airports, landports, seaports and KWS targeting Asian visitors and expats |
| 11 | NGO | WWF | Support global demand reduction campaign |
| 12 | GOV | Anon | Done to a small degree by sharing of benefits, however need for a robust program |
| 12 | GOV | Botswana | Community based natural resource management programme in place. Community Conservation Fund and Conservation Trust Fund to support communities in place |
| 12 | GOV | Cameroon | Populations need to be involved in conservation and management. Suggest 10% of yearly taxes in hunting areas go to communities, and 40% to government |
| 12 | GOV | Francophone | In range states, engage communities living with elephants as active partners, advancing rights and management capacity of local communities |
| 12 | GOV | Germany | German development cooperation aims at increasing benefits from conservation for the local population |
| 12 | GOV | Kenya | |
| 12 | GOV | Namibia | CBNRM Programme in place in particular the establishment of conservancies involved in wildlife conservation tourism development benefits thereof |

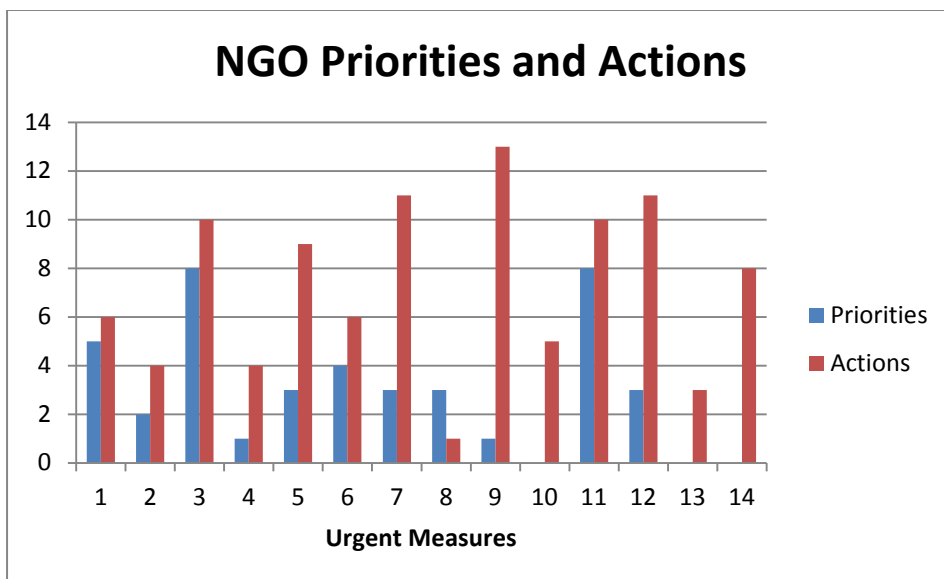
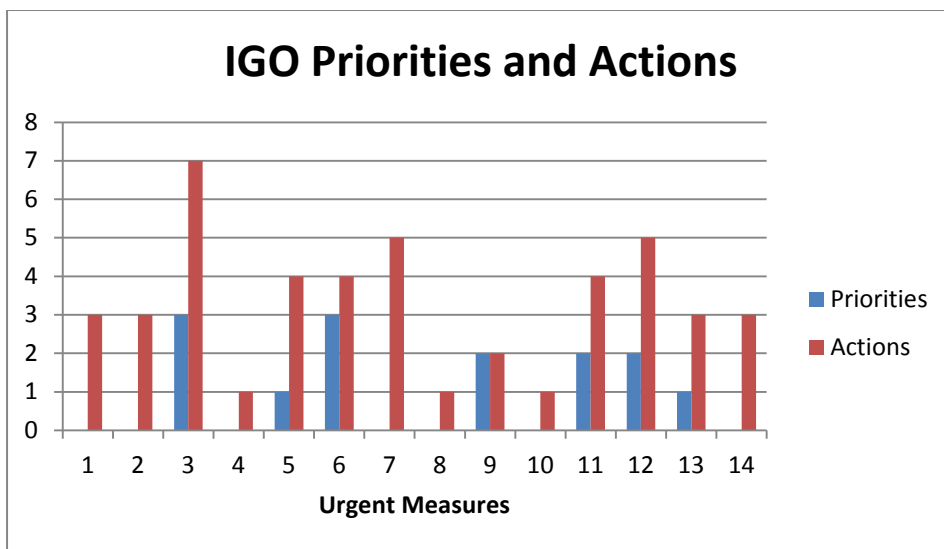
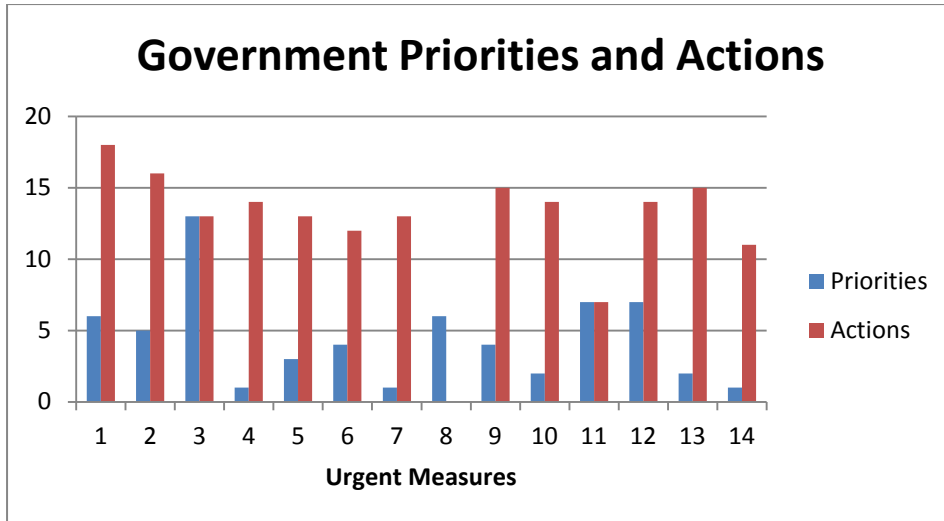
| UM | Cat | Stakeholder name | Notes |
|----|-----|-------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 12 | GOV | Niger | Support for local river communities in protected areas in the WAP complex, and revenue generating activities so to reduce their pressure on protected areas |
| 12 | GOV | South Africa | Engage communities in the FFI programmes (people and parks, kids and parks, children in the wilderness) |
| 12 | GOV | Swaziland | 1/ Communities engaged in various ways although no communities live with elephants, are all fenced. 2/ Education opportunities etc. |
| 12 | GOV | Tanzania | Formation of WMA; Implementation of outreach program (one by TANAPA); 25% of the fund generated from wildlife utilization is returned back to villagers for their development projects |
| 12 | GOV | USA | Yes we provide extensive support in this area and have for many years |
| 12 | GOV | Zambia | Zambia has active CBNRM programme |
| 12 | GOV | Zimbabwe | Ongoing Campfire etc. UM12 |
| 12 | IGO | CITES Secretariat | MIKES, CITES & Livelihoods |
| 12 | IGO | SAREP | Working extensively across Okavango Basin + Zambezi region of Namibia to reduce HWC, develop alternative wildlife based livelihoods + to secure wildlife corridors |
| 12 | IGO | UNDP | Supportive, Zambia, Namibia, TRIDOM - WCA, Botswana, South Sudan etc. |
| 12 | IGO | World Bank | Develop and implement programmes to support livelihoods in areas linked to WL crime |
| 12 | IGO | World Bank | Study on poverty linkage to WL crime |
| 12 | NGO | Botswana | Through implementation of the Southern African Regional CBNRM forum sponsored by WWF, KCS facilities and support Trust management and governance in Botswana |
| 12 | NGO | CIC | Promote successes of community based wildlife conservation through CIC Markhor Award |
| 12 | NGO | Conservation International | CI is supporting the government of Botswana on the Gaborone declaration for sustainability in Africa. Planned activity may include helping local communities with economic opportunity from wildlife tourism as an alternate to illegal poaching. Not in place but a possibility. |
| 12 | NGO | Elephants without borders | We are on the ground, living and working within the communities to engage them on elephant awareness issues |
| 12 | NGO | FZS | Yes we support community guidance, capacity building. Propose alternative management stimulus for wildlife management in Zambia |
| 12 | NGO | IFAW | Alternative livelihood and community development Kenya; Malawi |
| 12 | NGO | Kalahari Conservation Society | Through the human wildlife coexistence project implement training of community trusts in selected elephants range on business enterprises and joint ventures to be equipped with skills and knowledge in photographic tourism |
| 12 | NGO | RAPAC | Support for involvement of local populations for management of wildlife and protected areas, and support for development of |

| UM | Cat | Stakeholder name | Notes |
|----|-----|--------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| | | | revenue generating activities |
| 12 | NGO | Save The elephants | We have active programme with Northern Rangeland Trust and Community Guards for Security intelligence and education and welfare programmes |
| 12 | NGO | WCS | Primarily in Zambia but also an increasing number of places |
| 12 | NGO | WWF | Support community conservation activities in multiple range states |
| 13 | GOV | Anon | Already embedded within the law, but only for a short while. |
| 13 | GOV | Anon | DPP's office associates ivory cases to high court for hearing which elevates its seriousness and reduces opportunities for corruption, processes of extradition is in place from other countries, replacement of poached animals adds to accountability for actions |
| 13 | GOV | Anon | Review of legislation underway |
| 13 | GOV | Anon | Review the existing legislation |
| 13 | GOV | Botswana | Review of wildlife legislation, dedicated unit for prosecution of wildlife crime, involving measures under asset forfeiture (proceeds of serious crime Act) |
| 13 | GOV | Cameroun | The law on forests and fauna is being revised further, taking into account the urgent criminal infractions on fauna. The text is being submitted to parliament |
| 13 | GOV | Gabon | Revision of penal procedures to integrate poaching in organised groups as a crime |
| 13 | GOV | Gabon | Revision of the law on forests being revised, integrating sanctions 'of higher importance' on poaching |
| 13 | GOV | Kenya | |
| 13 | GOV | Mozambique | In the process of approving legislation to criminalize poaching and related crimes |
| 13 | GOV | Namibia | Review of the nature conservation ordinance 4 of 1975 and the criminal procedure act. |
| 13 | GOV | South Africa | MOUs with some range states and some destination countries |
| 13 | GOV | USA | Our laws are consistent with this and we will continue to work with partners to build their capacity to do likewise |
| 13 | GOV | Zambia | review of wildlife policy and act underway |
| 13 | GOV | Zimbabwe | Not done yet |
| 13 | IGO | CITES Secretariat | inform and influence decision makers and governments, promote high level involvement |
| 13 | IGO | EC | initiatives are ongoing in the EU to make sure that legislation are all in line |
| 13 | IGO | World Bank | Assessment of legislation in range countries related to wildlife and community benefits from wildlife/tourism |
| 13 | NGO | EIA | Support initiatives to strengthen legislation and international enforcement cooperation, production/development of visual materials and information to inform decision-makers |
| 13 | NGO | Wildlife Direct | Key to development of new legislation in Kenya for stiffer penalties, life imprisonment, it was passed last night |
| 13 | NGO | WWF | Working with United Nations to bring awareness of wildlife trafficking as a "serious crime" |

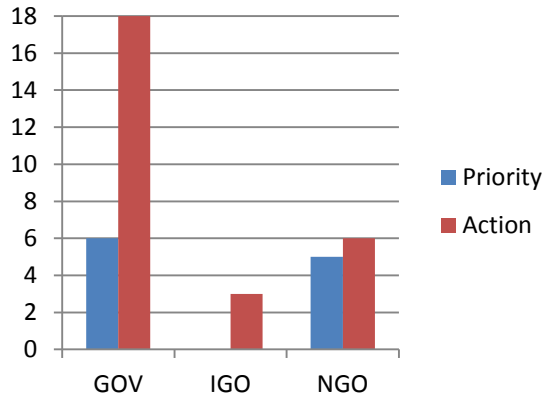
| UM | Cat | Stakeholder name | Notes |
|----|-----|---------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| 14 | GOV | Anon | 1/ Have participated in sample deposits for analysis of DNA and isotopes for rhino and can be done for elephants |
| 14 | GOV | Anon | Action taken |
| 14 | GOV | Anon | International partnership in development / on course on this subject |
| 14 | GOV | Botswana | Participation in the RHODIS; Botswana provided ivory samples to German initiative on isotopic analysis |
| 14 | GOV | Cameroun | Not yet developed, an agreement to work together has been signed with GFVI laboratory |
| 14 | GOV | Germany | Age and origin determination of ivory by using forensic analysis to improve enforcement |
| 14 | GOV | Namibia | Rhino samples collected according to protocols therefore opportunity to include elephants |
| 14 | GOV | South Africa | Participating in DNA Barcoding Project sponsored by Google |
| 14 | GOV | USA | We have an excellent lab in the US and have some cooperation with international partners |
| 14 | GOV | Zambia | Zambia supports development of a network of accredited forensic laboratories, previous analyses submitted to Washington University for DNA analysis |
| 14 | GOV | Zimbabwe | Desirous but constrained by resources |
| 14 | IGO | CITES Secretariat | ICCWC Projects UNODC, Secretariat leading on 10.10 re forensics |
| 14 | IGO | UNODC | |
| 14 | IGO | World Bank | Support DNA finger printing analysis and building African database |
| 14 | NGO | CIC | Opening up membership of CIC to submit samples of ivory for reference databank |
| 14 | NGO | EIA | Development and Production of visual / manual instruction video for DNA sampling / protocol / best practice |
| 14 | NGO | Elephants Without Borders | We collect dung samples for DNA extraction to compare w confiscated tusks, in collaboration w 2 labs in USA, S Wasser (Washington) and A.Roca, Illinois |
| 14 | NGO | IFAW | Support ivory DNA Analysis |
| 14 | NGO | Save The Elephants | We coauthor with Columbia University and KWS forensic isotopic analysis and have new collaboration w German scientists |
| 14 | NGO | TRAFFIC | Facilitation of collection of samples; training on sample collection chain of custody; input of results on origin source into ETIS |
| 14 | NGO | WCS | Technical and financial support to states. Cooperation w universities. Supply of samples from Africa and Asia. |
| 14 | NGO | WWF | Have promoted the need for DNA analysis |

Annexe V - Une analyse plus approfondie de la session 13 résultats

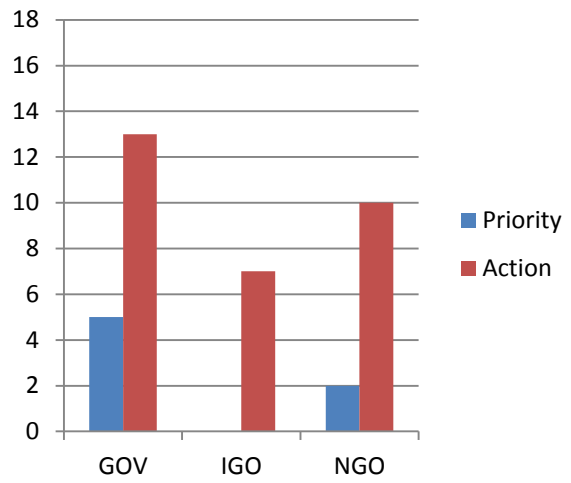




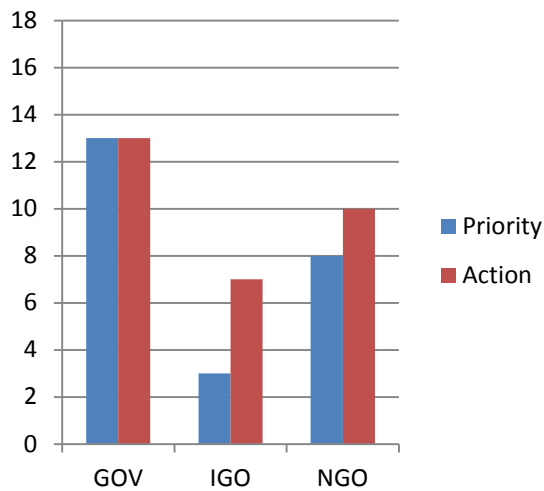
Urgent Measure 1: secure and report on maximum, and therefore deterrent, sentences for wildlife crime



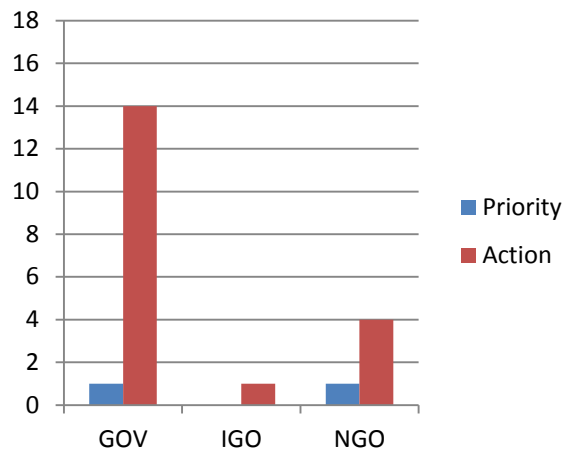
Urgent Measure 2: National Interagency Mechanisms

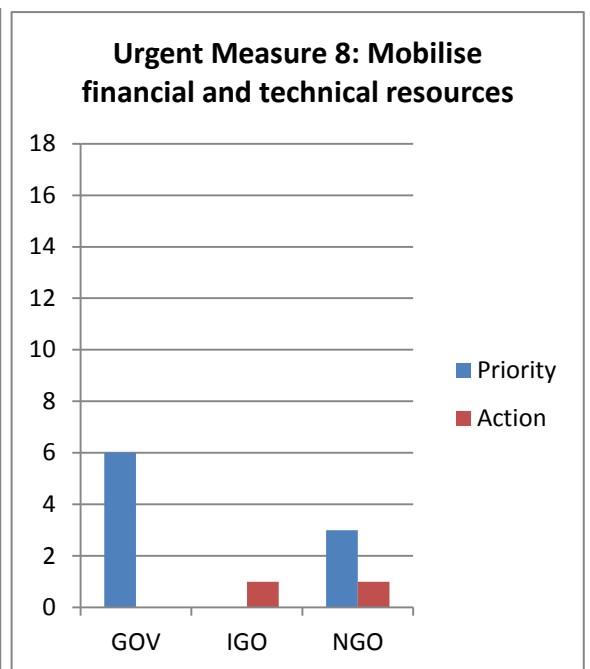
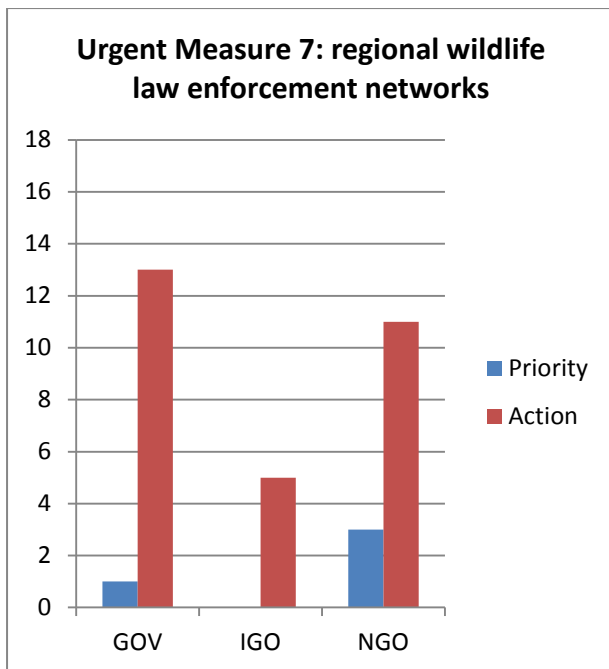
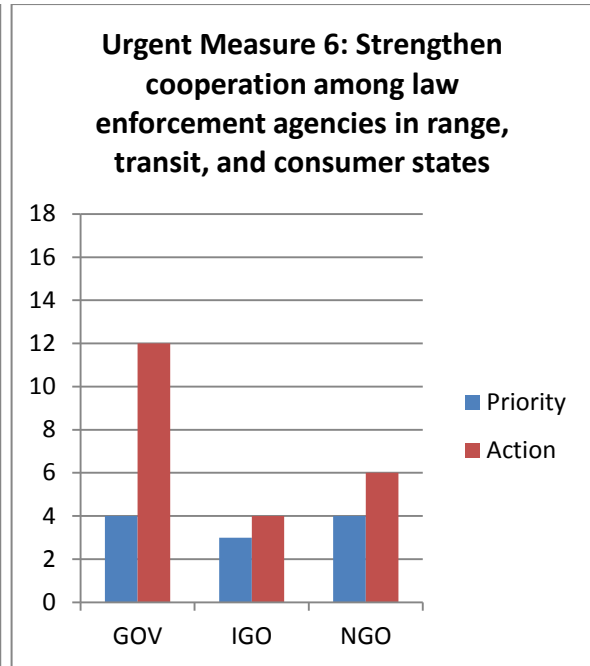
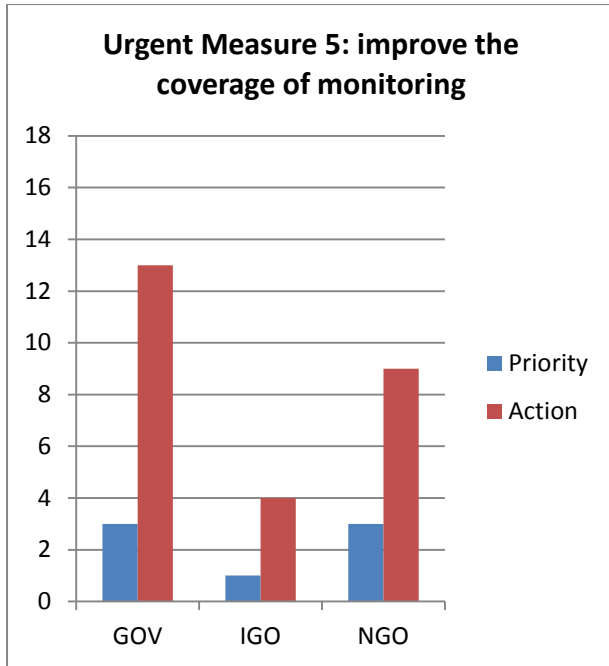


Urgent Measure 3: Enhance capacity of law enforcement and wildlife protection agencies at the national level

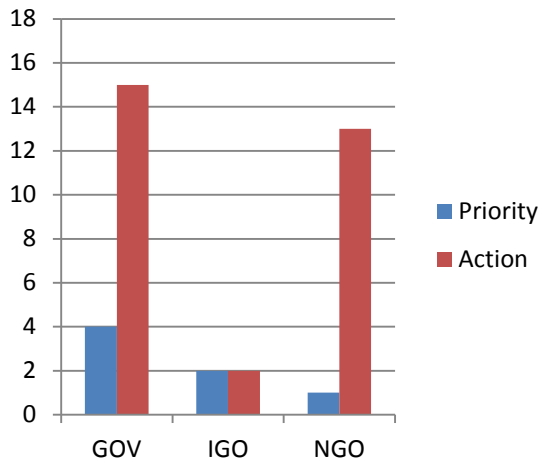


Urgent Measure 4: Introduce elephant poaching and the illegal ivory trade as a standing agenda item of National Security Committees

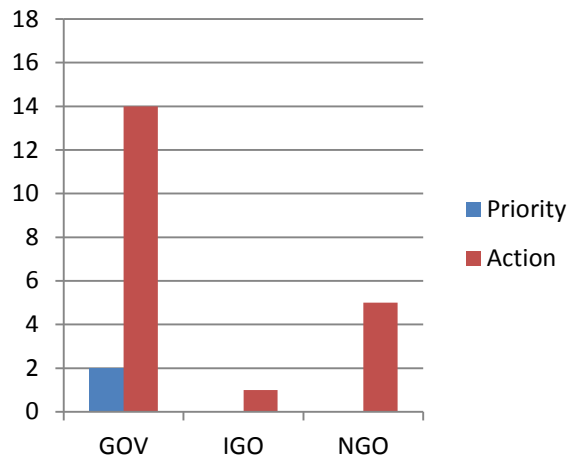




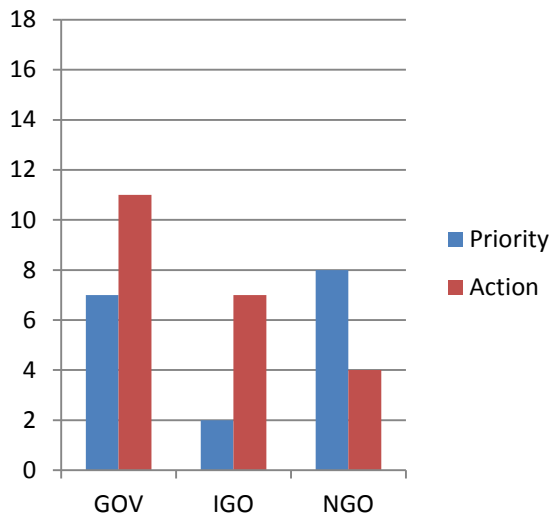
Urgent Measure 9: Design and carry out national studies and public awareness programs



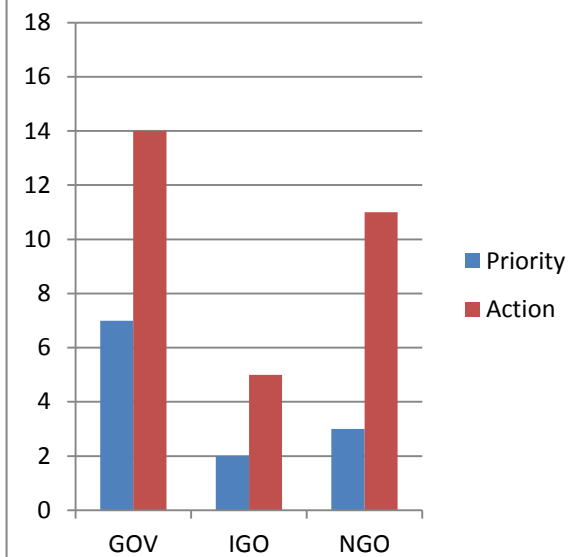
Urgent Measure 10: Implement efficient measures to register and secure ivory stockpiles



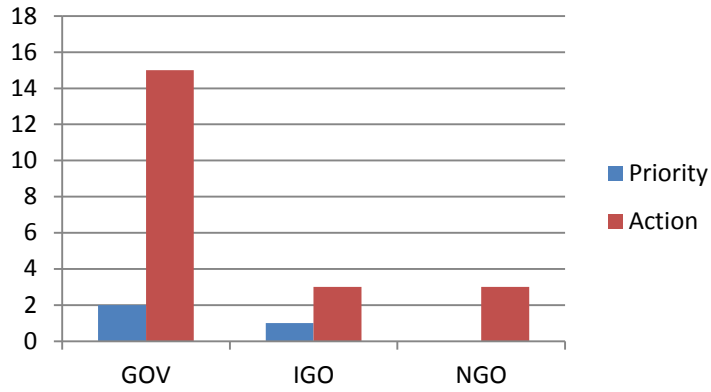
Urgent Measure 11: Develop and implement strategies to eliminate the illegal trade in ivory and use evidence-based campaigns for supply and demand reduction



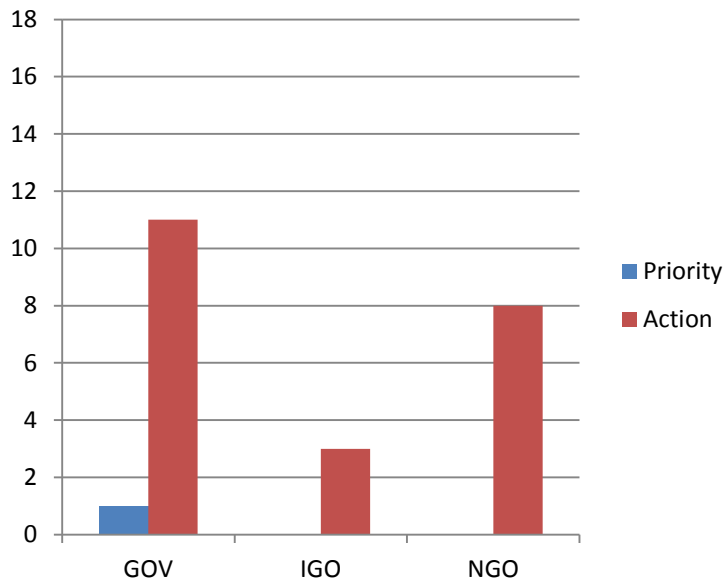
Urgent Measure 12: engage communities living with elephants as active partners in their conservation



Urgent Measure 13: Strengthen existing or implement new legislation to classify wildlife trafficking involving organized criminal groups as a “serious crime”



Urgent Measure 14: development of a network of accredited forensic laboratories



Annexe VI – Liste des participants

GOVERNMENTS

GRACIOSA DOS SANTOS
COUNCILLOR
ANGOLA

MR JOSE AGOSTINHO NETO
AMBASSADOR
ANGOLA

MR TIM BLACKBEARD
COMMANDER ANTIPOACHING UNIT
BOTSWANA

MR JOHN-THOMAS DIPOWE
DIRECTOR
BOTSWANA

MR NEIL FITT
PERMANENT SECRETARY
BOTSWANA

MR TSHEKEDI KHAMA
HONOURABLE MINISTER
BOTSWANA

DR ODUETSE KOBOTO
DIRECTOR
BOTSWANA

MR HAROLD LUKE
ASSISTANT DIRECTOR
BOTSWANA

MR TERRY MACHENG
NATIONAL ANTI POACHING
COORDINATOR
BOTSWANA

MS MALETA MOGWE
PRESS SECRETARY
BOTSWANA

MR JIMMY OPELO
DPS - ES
BOTSWANA

MR GAOGAKWE PHORANO
DIRECTOR
BOTSWANA

MR BADISA SEKONPO
AES - SECRETARIAT
BOTSWANA

DR CYRIL TAOLO
DEPUTY DIRECTOR
BOTSWANA

MR LINJOUOM IBRAHIM
DIRECTOR
CAMEROON

M CHANGHUA FU
FIRST SECRETARY
CHINA

M XIN LIU
DIRECTOR
CHINA

MS BING LIU
ATTACHE
CHINA

MR WEISHENG WANG
DIRECTOR
CHINA

MR XUN YAN
DEPUTY DIRECTOR GENERAL
CHINA

MS HONG YIN
VICE MINISTER
CHINA

M SHANNING ZHANG
DIRECTOR
CHINA

M ZHUQIANG ZHENG
AMBASSADOR
CHINA

MS ZOUZOU ELVIRE JOELLE MAILLY
DIRECTEUR FAUNE RESSOURCES
CYNETIQUES
COTE D'IVOIRE

MR MICHEL BIREMBANO
DIVISION DE LA CRIMINALITE
ENVIRONNEMENTALE
**DEMOCRATIC REPUBLIC OF THE
CONGO**

MR ROBERT ALBAN
ADVISOR
FRANCE

HE ANNE DE LA BLACHE
AMBASSADOR OF FRANCE
FRANCE

MR MICHEL EPRON
DEPUTY HEAD OF MISSION
FRANCE

M NICOLAS HULOT
SPECIAL ENVOY OF THE FRENCH
PRESIDENT
FRANCE

M MARCEL JOUVE
MEMBRE
FRANCE

MS NATHALIE NYARE ESSIMA
TECHNICAL ADVISOR MINISTER OF
FORESTS
GABON

MR PATRICK LEWOURRAH
ASSISTANT MINISTER OF FORESTS
GABON

MINISTER GABRIEL TCHANGO
MINISTER OF FORESTS AND WATER
GABON

PROF LEE WHITE
PRESIDENTIAL ADVISOR
GABON

MR GERHARD ADAMS
HEAD OF DIVISION N I 3 - SPECIES
PROTECTION
GERMANY

MR FRANK BARSCH
SPECIES PROTECTION
GERMANY

MR FRANZ BOEHMER
GERMAN GOVERNMENT
GERMANY

DR CHRISTIAN GLASS
DESK OFFICER
GERMANY

MR KLEMENS RIHA
PROJECT COORDINATOR
GERMANY

MS GERTRUD SAHLER
DIRECTOR GENERAL
GERMANY

DR HINRICH THOELKEN
HEAD OF DIVISION 404
GERMANY

HE ROLF ULRICH
AMBASSADOR TO BOTSWANA
GERMANY

MR TOMOTAKA GINZAWA
SECOND SECRETARY
JAPAN

HE HIROYASU KOBAYASHI
AMBASSADOR OF JAPAN IN
BOTSWANA
JAPAN

MS PATRICIA AWORI
TRUSTEE, KENYA WILDLIFE SERVICE
KENYA

MR PATRICK OMONDI
DEPUTY DIRECTOR WILDLIFE
CONSERVATION
KENYA

MR BRIGHTON K KUMCHEDWA
DIRECTOR
MALAWI

MR SIMON ANAK DAVID
Principal Assistant Secretary, Ministry of
Natural Resources and Environment Malaysia
MALAYSIA

MR JOAQUIM BULE
ASSISTANT TO THE MINISTER
MOZAMBIQUE

M ELIASARE CAVELE
HEAD OF DEPARTMENT
MOZAMBIQUE

M MANDRA JOSE DE JESUS
DEPUTY MINISTER
MOZAMBIQUE

MR FERNANDO MBEBE
HEAD OF DEPARTMENT
MOZAMBIQUE

MR UAHEKUA HERUNGA
MINISTER
NAMIBIA

MR JAN WERNER KILIAN
CHIEF CONSERVATION SCIENTIST
NAMIBIA

MS MIRIAM MUNEPAPA
ACTING PERSONAL ASSISTANT
NAMIBIA

MR COLGAR SISAMU SIKOPO
DIRECTOR
NAMIBIA

MS M J JENNISKENS
DIRECTORATE OF NATURE AND
BIODIVERSITY
NETHERLANDS

MR MARCEL VAN NIJNATTEN
CITES MANAGEMENT AUTHORITY
NETHERLANDS

MR ADAMOU CHAIFOU
MINISTER
NIGER

MR HAMISSOU HALILOU MALLAM
GARBA
DIVISION AIRES PROTEGEES
NIGER

DR ALI MAHAMADOU
DIRECTEUR DE CABINET
NIGER

MR MOHAMMED DANJAJI
DEPUTY HIGH COMMISSION
NIGERIA

MR FIDELIS OMENI
DEPUTY DIRECTOR, WILDLIFE
MANAGEMENT
NIGERIA

MS DONNA MAYOR-GORDOVE
REGIONAL TECHNICAL DIRECTOR,
PAWCZMS
PHILIPPINES

MR MOMAR DIOP
AMBASSADOR
SENEGAL

MR AHMED OSMAN
DIRECTOR
SOMALIA

MR PINKY RICHMAN GQIRANA
DIRECTOR, BIODIVERSITY
ENFORCEMENT
SOUTH AFRICA

MS DEBORAH KAHATANO
SOUTH AFRICA

MR MPHO TJIANE
AD
SOUTH AFRICA

MR MICK REILLY
BIG GAME CONSERVATION
SWAZILAND

MR DAVID G. KANYATTA
PRINCIPAL GAME OFFICER, WILDLIFE
DIVISION
TANZANIA

MR EMILY KISAMO
MANAGER PROTECTION, TANAPA
TANZANIA

MS MAY APIPHATHANAMONTRI
FIRST SECRETARY
THAILAND

HE VORADET VIRAVAKIN
AMBASSADOR
THAILAND

MR NORMAN ISINGOMA
PERSONAL ASSISTANT TO THE
MINISTER
UGANDA

MR JAMES LUTALO
COMMISSIONER WILDLIFE
CONSERVATION
UGANDA

MR PATRICK MUGOYA
PERMANENT SECRETARY
UGANDA

HON DR MARIA MUTAGAMBA
MINISTER
UGANDA

MR TOM OKELLO
CONSERVATION AREA MANAGER
UGANDA

DR ANDREW SEGUYA
EXECUTIVE DIRECTOR, UGANDA
WILDLIFE AUTHORITY
UGANDA

MR CHARLES TUMWESIGYE
DEPUTY DIRECTOR CONSERVATION
UGANDA

LORD RUPERT DE MAULEY
MINISTER FOR NATURAL
ENVIRONMENT AND SCIENCE
UK

MR DOUGLAS LECKIE
PRIVATE SECRETARY
UK

MR MICHAEL SIGSWORTH
HEAD OF UK CITES MANAGEMENT
AUTHORITY
UK

MS BARBARA DE ROSA-JOYNT
CHIEF FOR BIODIVERSITY, US
DEPARTMENT OF STATE
USA

MS DOREEN ROBINSON
CHIEF REGIONAL BIODIVERSITY
ADVISOR
USA

DR DOVAS SAULYS
REGIONAL ENVIRONMENT OFFICER
USA

DAS SHANNON SMITH
DEPUTY ASSISTANT SECRETARY
USA

MR ANDREW TOBIASON
BIODIVERSITY ADVISOR
USA

MS NGUYEN MINH THUONG
INTERNATIONAL COOPERATION
COORDINATOR
VIETNAM

MR NGUYEN NGOC TUAN
DEPUTY DIRECTOR
VIETNAM

MR DO QUANG TUNG
DIRECTOR
VIETNAM

MS NAMAKAU AKAPELWA
FIRST SECRETARY ECONOMICS
ZAMBIA

MR ANDREW CHOMBA ELDRED
ZAMBIA WILDLIFE AUTHORITY
ZAMBIA

MR ROBERT KAMALATA
SENIOR PRIVATE SECRETARY
ZAMBIA

HON SILVIA MASEBO
MINISTER OF TOURISM
ZAMBIA

MR ROBERT HENRY MATAKA
HIGH COMMISSONER
ZAMBIA

DR VINCENT NYIRENDA
HEAD OF RESEARCH
ZAMBIA

DR GUY SCOTT
VICE PRESIDENT OF THE REPUBLIC OF
ZAMBIA
ZAMBIA

MR DAUDI SIKANYIKA
ADC
ZAMBIA

MR XENOPHON VLAHAKIS
DIRECTOR GENERAL
ZAMBIA

MR EDSON CHIDZIYA
DIRECTOR GENERAL
ZIMBABWE

MR SAVIOUR KASUKUWERE
MINISTER
ZIMBABWE

MS OLIVIA MUFUTE
ACTING CHIEF ECOLOGIST
ZIMBABWE

MR PRINCE MUPAZVIRIHO
PERMANENT SECRETARY
ZIMBABWE

MR ARTHUR MUSAKWA
REGIONAL MANAGER
ZIMBABWE

MR EDWARD SAMURIWO
DIRECTOR ENVIRONMENT
ZIMBABWE

OBSERVERS

MR BAMBA DIOP
CONSERVATION BIOLOGIST
AFRICAN DEVELOPMENT BANK

MR KEN JOHM
COORDINATOR SPECIAL INITIATIVES
AFRICAN DEVELOPMENT BANK

MR FREDDIE KWESIGA
RESIDENT REPRESENTATIVE, ZAMBIA
AFRICAN DEVELOPMENT BANK

MR MATEUS MAGALA
RESIDENT REPRESENTATIVE,
ZIMBABWE
AFRICAN DEVELOPMENT BANK

DR PHILIP MURUTHI
SENIOR DIRECTOR - CONSERVATION
SCIENCE
AFRICAN WILDLIFE FOUNDATION

MR TAMAS MARGHESCU
CIC

MR JULIAN BLANC
MIKE COORDINATOR
**CONVENTION ON INTERNATIONAL
TRADE IN ENDANGERED SPECIES OF
FAUNA AND FLORA**

MR TOM DE MEULENAER
SCIENTIFIC SUPPORT OFFICER
**CONVENTION ON INTERNATIONAL
TRADE IN ENDANGERED SPECIES OF
FAUNA AND FLORA**

DR ALINE KUEHL-STENZEL
TERRESTRIAL SPECIES COORDINATOR
**CONVENTION ON MIGRATORY
SPECIES**

MS WAME HAMBIRA
ENVIRONMENT POLICY MANAGER
**CRITICAL ECOSYSTEM
PARTNERSHIP FUND**

DR MIKE CHASE
DIRECTOR
ELEPHANTS WITHOUT BORDERS

MS KELLY LANDEN
PROGRAMME MANAGER
ELEPHANTS WITHOUT BORDERS

MS MARY RICE
**ENVIRONMENTAL INVESTIGATION
AGENCY**

MR GAEL DE ROTALIER
POLICY OFFICER
EUROPEAN COMMISSION

MR THIERRY DUDERMEL
MEMBER OF THE DELEGATION
EUROPEAN COMMISSION

MR TIMO MAKELA
HEAD OF DELEGATION
EUROPEAN COMMISSION

DR ROBERT OLIVIER
CONSULTANT
EUROPEAN COMMISSION

MR TEBOGO MATLHARE
EUROPEAN UNION

MR ED SAYER
ZAMBIAN PROJECT LEADER
FRANKFURT ZOOLOGICAL SOCIETY

MR JASON BELL
DIRECTOR SOUTHERN AFRICA
INTERNATIONAL FUND FOR ANIMAL WELFARE

MR JAMES ISICHE
REGIONAL DIRECTOR EAST AFRICA
INTERNATIONAL FUND FOR ANIMAL WELFARE

DR HOLLY DUBLIN
CHAIR AFESG / SUMMIT CO-LEADER
INTERNATIONAL UNION FOR CONSERVATION OF NATURE

MR ALI KAKA
REGIONAL DIRECTOR
INTERNATIONAL UNION FOR CONSERVATION OF NATURE

MS JULIA MARTON LEFEVRE
DIRECTOR GENERAL
INTERNATIONAL UNION FOR CONSERVATION OF NATURE

DR SIMON STUART
CHAIR, SPECIES SURVIVAL COMMISSION
INTERNATIONAL UNION FOR CONSERVATION OF NATURE

MR SAM KABAJAN KENNETH KAUNDA
CHAIR, TECHNICAL COMMITTEE
KALAHARI CONSERVATION SOCIETY

MR FELIX MONGGAE
CEO
KALAHARI CONSERVATION SOCIETY

DR SEBASTIEN LUC KAMGA KAMDEM
CONSEILLER SCIENTIFIQUE DE LA CELLULE LAB CEEAC
RAPAC

MS SHELLEY WATERLAND
AFRICA BUREAU COORDINATOR
SPECIES SURVIVAL NETWORK

MR NICK AHLERS
W-TRAPS PROJECT LEADER
TRAFFIC

MR TOM MILLIKEN
ELEPHANT AND RHINO PROGRAMME LEADER
TRAFFIC

DR PHEMO KGOMOTSO
PROGRAMME ANALYST
UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME

MS ALICE RUHWEZA
TECHNICAL ADVISOR - BIODIVERSITY
UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME

MR LARE SISAY
DEPUTY RESIDENT REPRESENTATIVE
UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME

MR NEVILLE ASH
CHIEF OF BIODIVERSITY AND ECOSYSTEM SERVICES
UNITED NATIONS ENVIRONMENT PROGRAMME

MR MAMADOU KANE
AFRICAN ELEPHANT FUND COORDINATOR/PROGRAM OFFICER
UNITED NATIONS ENVIRONMENT PROGRAMME

MS VOLHA KUZMIANOK
PROGRAMME MANAGER WILDLIFE AND FOREST CRIME PROGR
UNITED NATIONS OFFICE ON DRUGS AND CRIME

DR CHRIS BROOKS
INTEGRATED NATURAL RESOURCE SPECIALIST
USAID SAREP

MS DUNE IVES
SENIOR DIRECTOR, PHILANTHROPIC INITIATIVES
VULCAN

MR DAVE STEWART
EXECUTIVE VICE PRESIDENT AND GENERAL COUNSEL
VULCAN

DR IAIN DOUGLAS-HAMILTON
ELEPHANT SCIENTIST
WILDLIFE CONSERVATION SOCIETY

DR SIMON HEDGES
HEAD OF DELEGATION
WILDLIFE CONSERVATION SOCIETY

DR PAULA KAHUMBU
EXECUTIVE DIRECTOR
WILDLIFE DIRECT

MS MAGDA LOVEI
SECTOR MANAGER
WORLD BANK

MS CLAUDIA SOBREVILA
PROGRAM MANAGER
WORLD BANK

MR LAMINE SEBOGO
NGO REPRESENTATIVE
WWF

MR CHRIS WEAVER
DIRECTOR, WWF IN NAMIBIA
WWF

MS BATISANI BATSEI
YOUTH AMBASSADOR

MR YUFANG GAO
YOUTH AMBASSADOR

STAFF

MISS AMY CROSBIE
DIRECTOR
CHAIN OF EVENTS

MR WILLIAM ESPOSITO
PHOTOGRAPHER
CHAIN OF EVENTS

MRS ELECTRA VYE
DIRECTOR
CHAIN OF EVENTS

MS CAROLINE BOGALE-JAIYEoba
PRINCIPAL PUBLIC RELATIONS
OFFICER
GOVERNMENT OF BOTSWANA

MR ABEDNICO MACHEME
AES - SECRETARIAT
GOVERNMENT OF BOTSWANA

MS LESEDI MAPITSE
ASSISTANT PUBLIC RELATIONS
INTERN
GOVERNMENT OF BOTSWANA

MS GADIFELE MOAISI
SENIOR PERSONAL SECRETARY
GOVERNMENT OF BOTSWANA

MS PAKO NYEPI
PRIVATE SECRETARY
GOVERNMENT OF BOTSWANA

MR. PHEMELO RAMALEFO
SECRETARIAT
GOVERNMENT OF BOTSWANA

MS MARTHA BECHEM
RAPPORTEUR
IUCN

MR STEVEN BROAD
HEAD RAPPORTEUR
IUCN

MR PETER CRUICKSHANK
RAPPORTEUR
IUCN

DR RICHARD JENKINS
RAPPORTEUR
IUCN

MS EWA MAGIERA
MEDIA AND COMMUNICATIONS
OFFICER
IUCN

MS CECILY NYAGA
ADMINISTRATIVE OFFICER
IUCN

DR SCOTT PERKIN
RAPPORTEUR
IUCN

MS DIANE SKINNER
COORDINATOR
IUCN